Procès-verbal de la réunion du conseil municipal du mardi 9 juin 2026

SEANCE DU 9 JUIN 2026

L'an deux mille vingt-six, le neuf juin, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Christian SPRIMONT, Maire, par suite de convocation en date du premier juin, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Présents : Christian SPRIMONT, Sylvie LANCRY, Julien WOJCIESZAK, Annie POEYDOMENGE, Philippe HEROGUELLE, Agnès LEVANT, René HAUTECOEUR, Françoise LOUVEAU, Marie-Pascale CLEMENCEAU, Joël BECOURT, Anne DARRAS, Jean-Pierre SANSON, Virginie BRUNEL, Elodie VANEECKE, Jérémy COCHET, Catherine VANLERBERGHE, Philippe DEBAS, Danielle BRAY, Roger LEMOINE, Hélène KAPUSCIK, Laurent DEBLOCK, Evelyne NACHEL, Michel GLACHET.

Absents excusés : Franck LODER, Jean-Marie VERWAERDE, Pascale FONTAINE, Pierre CATTOEN.

Pouvoirs :

Franck LODER à Sylvie LANCRY
Jean-Marie VERWAERDE à Annie POYDOMENGE
Pascale FONTAINE à Evelyne NACHEL
Pierre CATTOEN à Michel GLACHET

Le quorum est atteint.

Virginie BRUNEL est désignée secrétaire de séance.

La séance est ouverte à 19h04.

Ordre du jour :

Points d'informations :

Pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité :

- Programmation des commissions municipales permanentes pour les conseils municipaux 2026

Transitions et planifications :

- Centrale Photovoltaïques
- Alimentation crèche et restauration, amélioration, marché, plan d'action et objectif 2032
- Plan communal de gestion des déchets

Solidarités, logement et action sociale :

- Jardin partagé entre l 'EHPAD et le jardin d'enfants
- Convention entre le point passerelle (crédit agricole) et le CCAS

- 10 000 départs en vacances

Culture, vie associative, fêtes et cérémonies :

- Présentation de l'agenda de l'été
- Retour sur la manifestation culture en mouvements

Education, enfance, jeunesse, petite-enfance et santé :

- 10 jours pour voir autrement
- Immersion à la cantine pour les enfants de la crèche
- Sensibilisation aux différentes formes de violence
- Projet des élus du conseil municipal des enfants

Sport et bien-être :

- Suite du comité de pilotage salle des sports

Avis de décisions :

- Avis de décision n°2 - Acceptation de l'indemnité de sinistre de l'assurance communale ALLIANZ

Approbation des procès-verbaux :

- Des conseils municipaux du 7 et 28 avril 2026

Projets de délibérations :

Pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité :

1- Evolution de l'organisation des services municipaux
2- Mise à jour du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (indemnité de fonctions, de sujétions et complément indemnitaire annuel)
3- Signature d'une convention avec le centre de gestion de la fonction publique du Pas-de-Calais pour la mise en place d'un coffre-fort numérique agent
4- Adhésion au dispositif mutualisé de formation en hygiène et sécurité au travail proposé par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) – Signature de la convention-cadre
5- Modification du tableau des effectifs à compter du 1er juin 2026
6- Rémunération du personnel des centres de loisirs, centre d'animation jeunesse, séjours
7- Admission en non-valeur de créances irrécouvrables
8- Attribution des subventions 2026 aux associations ayant rendu le dossier
9- Désignation des représentants à la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)
10- Signature de la convention entre la commune de Vimy et la FECI

Culture, vie associative, fêtes et cérémonies :

11- Délibération fixant le tarif du repas des ainés
12- Délibération fixant le tarif du repas republicain

Cadre de vie, travaux, patrimoine et tranquillité publique :

13- Acquisition des voiries et réseaux divers de la cité des mines et intégration dans le domaine public
14- Dénomination « rue de Farbus »
15- Vente du bien communal sis 3 rue du Premier mai – Bien présumé sans maître

Petite-enfance, Enfance, Jeunesse :

16- Modification des tarifs de la restauration scolaire et du centre d'accueil périscolaire. Mise en place du quotient familial
17- Modification des tarifs de l'accueil de loisirs des mercredis et des vacances scolaires. Mise en place du quotient familial.
18- Modification des tarifs du Centre Animation Jeunesse. Mise en place du quotient familial.

Questions diverses

Introduction

Christian Sprimont : C'est parti. Bonsoir. Bonsoir chers collègues, et puis bonsoir au public. Merci de votre participation à ce dernier conseil avant les vacances. Bon, avant d'ouvrir la séance, ce sont les formalités d'usage. Donc, concernant les absents et les pouvoirs, nous avons l'absence de M. Franck Loder, qui donne procuration à Mme Lancry Sylvie, M. Jean-Marie Verwaerde à Mme Annie Poydomenge, M. Cattoen Pierre à M. Michel Glachet et Mme Fontaine Pascale à Mme Evelyne Nachel. Voilà. Donc, ceci étant dit, le quorum est atteint. Donc, comme à l'habitude, je vous précise que le conseil municipal sera enregistré, pour faciliter, ce qui devient un vrai confort, la rédaction du compte-rendu du Conseil municipal. Et ça me permet de faire tout de suite la liaison avec la désignation de la ou la secrétaire de séance. En l'occurrence, je vous propose de désigner Mme Virginie Brunel comme secrétaire de séance. Est-ce que vous acceptez la mission ?

Virginie Brunel : j'accepte

Christian Sprimont : Il n'y a pas d'opposition ? Très bien. Donc, Mme Virginie Brunel sera secrétaire de séance. Donc, ceci étant dit, la séance est ouverte. Donc, vous avez toutes et tous été destinataires de l'ordre du jour et de tous les dossiers avec toutes les bonnes informations à l'intérieur. Donc, concernant l'ordre du jour, on va démarrer par les points d'information.

Points d'information

Pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité :

Programmation des commissions municipales permanentes pour les conseils municipaux 2026

o

Christian Sprimont : Donc, sur les points d'information, le pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité : programmation des commissions municipales permanentes en vue des prochains conseils municipaux. Mme Lancry.

Sylvie Lancry : Bonjour à toutes et à tous. Vous avez tous eu devant vous la programmation des prochaines commissions. Il y a un petit changement par rapport à auparavant. On fera maintenant trois commissions par jour. Donc là vous avez pour le conseil municipal du mardi 22 septembre, ça commencera par le lundi 7 septembre avec la CMP1 Pilotage municipal finances, CMP2 Transitions et planification à 18h30. Et lundi 7, à 17h30, vous avez la CMP6 Cadre de vie, travaux, patrimoine et tranquillité publique. Ensuite, le mardi 8, à 16h30, vous aurez Culture, vie associative, fêtes et cérémonies. À 17h30 Solidarité, logement et action sociale. Et à 18h30 Développement économique, attractivité, commerce et emploi. Le jeudi 10 septembre, à 17h30, vous avez Éducation, enfance, jeunesse, petite enfance et santé. Et à 18h30 Sport et bien-être. Ensuite, pour le conseil municipal du mardi 3 novembre, vous aurez une Commission mixte le lundi 12 octobre à 17h30. Pour le conseil municipal de fin d'année, le mardi 15 décembre, vous aurez trois commissions par jour, le lundi 30 novembre, le mardi 1er décembre et le jeudi 3 décembre. Voilà pour cette information.

Christian Sprimont : Voilà, comme ça, sur l'organisation du fonctionnement, tout le monde a les dates pour gérer son agenda. Ah oui, j'ai oublié de vous préciser, c'est exact. Donc, vous avez sur table le rapport d'activité. donc le rapport d'activité de la commune sur l'année 2025. Donc voilà, ça c'est une nouveauté, mais au moins ça vous permet, chers collègues, d'avoir une vue sur l'activité de la commune, pôle par pôle. Ce rapport, bien sûr, il sera mis à disposition des Vimynoises et Vimynois en mairie. On mettra quelques exemplaires en mairie et il sera aussi accessible sur le site internet. Voilà. C'est un document nouveau mais qui a le mérite d'exister pour donner une vision de toutes les activités sur la

commune. Il est appelé à évoluer parce que vous avez en majorité dans ce document les rapports d'activité des pôles et des agents. Il va falloir qu'il évolue en complément sur ces pôles le rapport d'activité des élus qui doit accompagner celui des pôles et des agents. Donc voilà, on a démarré déjà par ce support-là, mais il sera appelé à évoluer pour qu'on ait une vision globale du rapport d'activité agent et élu. Voilà. Donc bonne lecture. Des questions, non ?

Hélène Kapuscik : Ils sont mis à disposition à la mairie et puis ils ne sont pas distribués à l'ensemble des Vimynois ?

Christian Sprimont : Ah non, on n'a pas prévu de faire une distribution globale aux Vimynois. On fera une information en disant que ce rapport d'activité est accessible sur le site internet ou qu'il y a des exemplaires disponibles en mairie. Voilà. Ça vous convient ? Très bien. Et bien, point d'information suivant, Transitions et planification, Monsieur Wojcieszak.

Transitions et planifications :

- **Centrale Photovoltaïque**

Julien Wojcieszak : Bonjour à tous. Donc, on a un point d'information des échanges qu'on a pu avoir lors de la Commission Transitions et planification qui a été mise en place depuis ce nouveau mandat. Le point principal était l'information sur l'évolution du projet photovoltaïque. qui a étudié l'impact environnemental, une étude faune-flore 4 saisons qui est en cours et qui va se terminer très prochainement, voir qui est terminée, mais on attend le compte-rendu final, et puis des besoins d'aménagement et de nivellement des terres qui ont été déposées depuis des années sur le site pour pouvoir permettre l'implantation des panneaux photovoltaïques de façon optimale. Donc il y a encore des aménagements en cours, des réflexions à apporter. Il y a une visite qui est prévue ce week-end, le 13 juin, et qui fera venir cheminer les visiteurs par l'avenue de Méricourt. Je l'ai pas mis. L'avenue de Méricourt, et donc les personnes contourneront par la Briqueterie et le chemin pour arriver par le chemin agricole, par le nord du schéma, vers l'accès Sotrex qui est en rose sur la partie en haut à droite du document. La visite se déroulera samedi. Le point de rendez-vous est sur le parking pour ceux qui se déplaceraient en voiture. On pourra se stationner rue de Méricourt, si je ne me trompe pas. La rue parallèle à la voie ferrée qui permet d'aller au site de la Briqueterie, mais on contournera le site à pieds. L'utilité de cette visite, c'est de pouvoir montrer les espaces qui seront voués à être installés en panneaux photovoltaïques, de se rendre compte de l'importance du site, de sa taille, des enjeux d'aménagement à venir, et puis de voir un petit peu ce que nous expliquera le Bureau d'études écologiques. c'est son nom, sur les impacts des espèces, notamment d'oiseaux qui nichent dans les bosquets qui entourent le site, mais surtout dans la forêt ou le bois qui est attenant, le Bois de la Briqueterie. Il nous sera présenté également des plans pour l'implantation prévue, les accès, et puis un petit peu de pédagogie sur comment fonctionnent les panneaux photovoltaïques pour pouvoir se projeter et comprendre le fonctionnement et la particularité de cette centrale photovoltaïque, qui est une centrale citoyenne en autoconsommation collective. Si vous n'avez pas compris ce que je viens de dire, venez le 30 juin, vous aurez tout compris. Le 13 juin. Merci. Le 13 juin. Et ça se terminera par un petit moment convivial pour pouvoir échanger et partager, pour ceux qui le souhaitent, une auberge espagnole sur le site. On pourra prendre le temps de répondre à toutes les questions qui nous seront posées. Voilà pour le point d'information sur la centrale photovoltaïque.

- **Alimentation crèche et restauration, amélioration, marché, plan d'action et objectif 2032**

Julien Wojcieszak : Le point suivant concerne l'alimentation durable. Dans la feuille de route de cette commission et de ma délégation a été évoqué le plan d'alimentation durable qui s'appuie essentiellement sur les compétences de l'agglomération puisqu'ils ont cette compétence et ils travaillent les enjeux de transition alimentaire pour amener les agriculteurs ou des producteurs locaux dans des circuits d'alimentation, amener aussi à des changements de pratiques dans les restaurations collectives, crèches, restauration, mais aussi le marché le panier LOCALL fait partie de ce plan d'alimentation durable, tout ça dans un enjeu de mieux manger, manger en circuit court, et puis il y a un enjeu de monter en compétence pour les collectivités qui voudraient reprendre en régie ou revoir ce plan d'action sur l'alimentation durable. On a des enjeux pour Vimy, en tout cas la crèche, la restauration collective, dont je vous rappelle que l'ambition initiale était bien d'intégrer l'alimentation durable dans ce nouveau bâtiment, mais pour des raisons d'efficacité et de gain de temps, pour aussi avoir un outil qui permet de remettre les enfants au plus près de l'école le plus vite, on a dissocié cette partie, Transition alimentaire et la partie Bâtimentaire qui a été construite plus rapidement que tout le reste. Voilà, donc cette feuille de route est à construire. Et si mes collègues Françoise et Marie-Pascale voulaient compléter, n'hésitez pas. En tout cas, c'est un travail collectif.

- **Plan communal de gestion des déchets**

Julien Wojcieszak : Le dernier point, c'est le plan de lutte contre les déchets. J'en profite pour saluer et remercier Sylvie qui a signé la convention entre CITEO et la ville de Vimy ; entre CITEO, la CALL et Vimy, pour le plan de lutte contre les déchets abandonnés. En gros, ce sont des actions que nous faisions déjà, mais en retour de ces actions pour limiter, ramasser les déchets, faire de la pédagogie, autour notamment de l'action de la Fête de la nature, mais aussi le World Clean Up Day dans lequel on s'est inscrit. On retirera demain, à partir de maintenant, une petite subvention qui nous permet de continuer à poursuivre ces efforts. J'en ai terminé.

Christian Sprimont : C'est clair, direct, concis. Il y a des questions ? Pas de questionnement ?

Solidarités, logement et action sociale :

- **Jardin partagé entre l 'EHPAD et le jardin d'enfants**

Christian Sprimont : On va passer au point suivant. Mme Poeydomenge, Solidarité Logement. Les jardins partagés à l'EHPAD, la passerelle entre le Crédit Agricole et le CCAS et les 10 000 départs en vacances ?

Annie Poeydomenge : Bonsoir. J'ai quelques points d'informations déjà sur les jardins partagés entre l'EHPAD et la crèche. Les démarches administratives préalables ont été menées à leur terme. L'accord écrit de la protection maternelle et infantile a été obtenu et une convention a été dûment signée entre l'EHPAD et la municipalité, formalisant ainsi le cadre juridique de cette collaboration. Les carrés potagers ont été installés grâce à la mobilisation conjointe de plusieurs acteurs locaux : Adrien et les jeunes du centre d'animation jeunesse, qui ont assuré la pose et l'aménagement des carrés potagers ; le service technique municipal qui a pris en charge l'apport de terre végétale. La première session de plantation au cours de laquelle les enfants de la crèche devaient mettre en terre leur préparation maraîchère était initialement prévue le 2 juin dernier et en raison des intempéries survenues ce jour-là, cet événement a été reporté au 12 juin, soit vendredi matin, en espérant que la météo sera meilleure.

- **Convention entre le point passerelle (crédit agricole) et le CCAS**

Annie Poeydomenge : Deuxième point, convention entre le Point Passerelle du Crédit Agricole et le CCAS. Prochainement, il y aura une signature de convention de partenariat entre le CCAS et le Crédit Agricole. Cette convention dénommée Point Passerelle sera signée le 17 juin à l'occasion du conseil d'administration du CCAS par Mme Riquier, présidente de la caisse locale du Crédit Agricole. L'objet de la convention : le dispositif Point Passerelle a pour objet de faciliter l'accès au financement pour les personnes les plus fragiles. Concrètement, il permet au CCAS de présenter des bénéficiaires qui pourront accéder à des micro-crédits personnels destinés à financer des projets d'insertion ou de réinsertion professionnelle et sociale. Ce partenariat constitue un outil complémentaire précieux dans l'accompagnement des personnes en situation de fragilité sociale que suit le CCAS.

- **10 000 départs en vacances**

Annie Poeydomenge : Troisième point, l'opération 10 000 départs en vacances. L'opération 10 000 départs en vacances qui est portée par la CALL a été reconduite cette année pour la troisième fois. Ce dispositif vise à permettre aux familles aux revenus modestes de bénéficier d'un accès aux vacances dans le respect des critères financiers définis par la CALL. Il y a deux volets distincts. Il y a les séjours autonomes. Ce premier volet permet aux familles éligibles de bénéficier de chèques vacances afin d'organiser leurs séjours de manière autonome. Pour la commune de Vimy, ce sont 60 personnes représentant 21 familles qui ont satisfait aux critères d'attribution fixés par la CALL et qui bénéficieront de ce dispositif. Le deuxième dispositif, c'est « Je pars, tu pars, il part ». Ce second volet propose une formule encadrée permettant aux familles sélectionnées d'accéder à une location dans un camping ou un centre de vacances pour un reste à charge fixé à 60 euros par semaine. A Vimy, 5 familles, soit 17 personnes bénéficieront de cette aide au départ. Au total, ce sont ainsi 78 Vimynois répartis au sein de 26 familles qui pourront partir en vacances grâce à ces deux dispositifs. Je vous remercie de votre attention.

Christian Sprimont : Des questions ? Sur le dernier point, on ne peut que s'en féliciter sur le nombre de familles qui vont pouvoir partir en vacances. Ça avait été une telle réussite l'année dernière, et bien ça se renouvelle cette année. Voilà. Pas de questions ? On continue ? Très bien.

Culture, vie associative, fêtes et cérémonies :

- **Présentation de l'agenda de l'été**

Christian Sprimont : Eh bien, on va passer au point suivant sur la vie culturelle, la vie associative, les fêtes et les cérémonies. M. Heroguelle, concernant l'agenda de l'été qui a été distribué dans vos boîtes aux lettres. Et retour sur notre manifestation Culture en mouvement, un peu perturbée par la pluie, mais qui fut quand même une grande réussite.

Philippe Heroguelle : Bonsoir tout le monde. On va procéder à annoncer toutes les manifestations qui vont se présenter pour vous pendant la période estivale. Je ne reviens pas sur Culture en mouvement, j'en parlerai après. Fête de l'école de musique ce mardi 16 juin. Jeudi 18 Cérémonie commémorative de l'appel du 18 juin du Général de Gaulle. Samedi 20 juin Marché aux puces pendant la Ducasse, qui se déroulera du samedi 20 au mardi 23, avec la... comment dire... on renouvelle la participation de la commune auprès des enfants, avec des carnets de réduction qui seront distribués la semaine prochaine aux enfants pour pouvoir participer, avoir une réduction sur les manèges qui sont de plus en plus onéreux et qui leur permettra quand même de pouvoir en profiter. Mardi 23 juin Grand Prix cycliste de Vimy. Samedi 27 la Canadian Race qui va bien encombrer nos rues et les coureurs vont en profiter aussi. Juillet, portes ouvertes des Cousettes de Vimy, ici à l'espace Jacques Prévert, de 14h à 18h. Le 13 juillet, nous aurons donc le marché nocturne à la salle des fêtes, suivi du traditionnel feu d'artifice à 23h. Mardi 14 juillet, il y aura un repas républicain à la salle des fêtes avec un DJ. Il y aura le concours de pétanque aussi organisé par le club de boulistes de la ville de Vimy. Au mois de juillet, un don du sang à l'Espace Prévert le 24 juillet de 14h à 19h. Au mois d'août, le marché nocturne Place de la République de 16h à 22h. En septembre, nous retrouverons la 22e édition du forum des associations et du bénévolat à la salle de fête Fernand Tirtaine de 10h à 16h avec des food trucks et quelques animations comme les années précédentes au niveau trottinettes électriques, etc. Samedi 19, nous aurons World Cleanup Day, donc le nettoyage de la commune dans le cadre de l'association World Clean. Le samedi 19, nous aurons aussi la déambulation urbaine dans le cadre des Journées du patrimoine. Et le dimanche 20 septembre, nous aurons le traditionnel Marché au puces de la Petite Reine de 8h à 14h dans les rues de la commune. Voilà pour ce qui est du calendrier des fêtes et des manifestations.

- **Retour sur la manifestation culture en mouvements**

Philippe Heroguelle : Maintenant, on va revenir sur Culture en Mouvement, qui a été très arrosée ce week-end. À tout niveau, oui. On a un beau PowerPoint qui a été fait cet après-midi. Ça va arriver. C'est du direct live, comme disaient ceux qui font la sono ici. Voilà. Troisième édition, donc, avec toujours des modifications, mais l'enthousiasme aussi de toute l'équipe qui a présenté ça. Bon, c'est un fait qu'on est dépendants de la météo. Et cette année, elle ne nous a pas servi l'année dernière. Elle nous a servi, mais desservie par la chaleur. Et cette année, c'était le contraire. Donc, 900 visiteurs ont été comptabilisés à l'entrée. Comme vous pouvez le voir, une quarantaine d'ateliers culturels et sportifs, un marché artisanal, ils sont une vingtaine d'exposants. Ils étaient plus nombreux au départ et je crois que les conditions avancées les ont fait... les ont freinés dans leur élan. Des espaces pour les enfants, des jeux gonflables ont été mis en place, des animations musicales, une course Color Run qui a eu un taux de participation de plus de 300 participants qui ont participé à cette course, qui ont bien été colorés. Ce sont les photos que j'ai vues. Des espaces de restauration et de convivialité. Donc voilà, la Color Run, avec quelques lancers de peinture déjà dès le départ. Et ensuite nous avons eu une guinguette qui donc malheureusement a dû s'écourter, vu les conditions climatiques le soir. Mais qui a quand même duré jusqu'à 22h, 22h30. Donc c'était raisonnable. Donc cet événement a été réalisé grâce à la mobilisation. 1 du personnel de la commune de Vimy, qui ont été à l'initiative de cette Culture en mouvement, donc je ne citerai pas leur nom parce que sinon après il y en a d'autres qui seront oubliés. De nombreuses associations vimynoises présentes, des partenaires extérieurs, privés, des différents pôles de la commune, le lycée de Bully-les-Mines, une classe qui a amené, donc étant en stage, tout ce qui est événementiel, accueil, etc., qui nous ont donné un bon coup de main. Un soutien logistique et financier de partenaires institutionnels et privés, la CALL, le Département, le Lion's Club, le Crédit Agricole, la MACIF et le CCAS de la commune. Voilà, tous ceux qui ont participé et permis de découvrir cette troisième Culture en mouvement de la commune. Voilà. Il y a des questions ?

Christian Sprimont : Merci. Merci. C'est vrai qu'on a été bien arrosés, mais bon, ça a soufflé un peu de chaud et de froid. Le soleil et la pluie. Mais bon, je pense que la belle participation à la Color Run a bien aidé à capter le public, même si c'était arrosé. Et puis de très belles couleurs. J'en connais ici qui étaient bien colorés. Voilà, donc s'il n'y a pas de questions, on passe au point suivant. sur le Pôle éducation enfance jeunesse, petite enfance et santé. Madame Louveau.

Éducation, enfance, jeunesse, petite-enfance et santé :

- **10 jours pour voir autrement**

Françoise Louveau : Oui, donc bonsoir à tous. Je vais commencer par vous présenter une opération qui s'appelle « 10 jours pour voir autrement ». En fait, c'est une déclinaison de l'opération « 10 jours sans écrans » avec pour orientation de trouver des solutions pour mieux vivre avec moins d'écrans. En fait, les écrans sont omniprésents dans notre vie, cela dès le plus jeune âge, mais ils n'ont pas que des impacts négatifs, on s'en sert, et ils ont une utilité, mais il faut apprendre à les utiliser à bon escient, avec discernement. C'est pour ça que le service Jeunesse a proposé un événement ludique à destination des écoliers, des enfants du centre de loisirs et de leur famille. L'opération a débuté par des questionnaires. Donc un questionnaire qui a été donné et rempli dans toutes les classes de l'école Jean Macé et un autre questionnaire qui a été remis aux familles de tous les élèves de l'école Jean Macé qui était à remplir anonymement. Puis ensuite, sur la semaine, diverses animations ont eu lieu dans une classe de CM2 de Jean Macé. Et à chaque fois, il y avait des petits débats. L'accueil de loisirs a été aussi animé le mercredi et ils ont pu faire des scénettes, des jeux et des défis. En bilan, il y a une centaine de parents qui ont rendu le questionnaire, qui a été dépouillé par des animateurs. Les petits débats en classe ont été très positifs et chaque enfant a reçu un carnet de bord lui proposant diverses activités quand il n'a pas d'écrans. Les scénettes du centre de loisirs ont été très actives et il y a eu beaucoup d'idées qui ont été données. Une seule classe a participé cette année, mais l'opération sera reconduite l'année prochaine et cette fois on invitera toutes les classes depuis le CP jusqu'au CM2. Et on conclura cette animation par un forum qui sera ouvert à tous, qui n'a pas pu avoir lieu cette année. Donc moi je tiens à remercier et féliciter le service jeunesse et notamment Stéphanie Delsaux qui a été à l'initiative et a coordonné cette opération. Et sur la même thématique, la crèche aussi a participé en organisant un café des parents sur deux matinées, un événement convivial, sans jugement, pour échanger sur le thème « Moins d'écrans, plus de moments partagés, réfléchissons ensemble à la place des écrans au quotidien ». Voilà, donc c'était le premier point. Si vous avez des questions ?

- **Immersion à la cantine pour les enfants de la crèche**

Françoise Louveau : Donc, je vais passer au deuxième point qui va avoir lieu le jeudi 25 juin. C'est l'immersion à la cantine des enfants de la crèche. Ils vont pouvoir aller prendre leur repas à la cantine avec les enfants de petite section. C'est une initiative qui facilite leur adaptation à l'école et qui vient compléter les visites des petits de la crèche à l'école maternelle qui ont lieu tous les ans. Et nous avons pris contact, enfin Stéphanie va prendre contact avec la crèche privée pour leur proposer la même immersion.

- **Sensibilisation aux différentes formes de violence**

Françoise Louveau : Un autre projet qui a été mené, non qui continue même d'être mené actuellement au service jeunesse, c'est une sensibilisation aux différentes formes de violences. En fait, le constat, vous ne serez pas étonnés, c'est que dans les cours de récréation, pendant les temps d'activité, il y a quand même des disputes, des bagarres et aussi des comportements d'enfants difficiles. Et l'idée était de mettre en place des temps de boxe pendant le temps du midi et pouvant permettre aux enfants de se canaliser, de travailler sur leurs émotions. C'est Adrien, qui est diplômé en sports de contact, qui mène ces moments. L'activité a démarré jeudi 21 mai et se déroule tous les jeudis. Il prend un premier groupe de 12 enfants de cycle 3, pendant que les plus jeunes déjeunent, et ensuite il prend un autre groupe de 12 enfants de CP/CE1. Les groupes sont formés sur la base du volontariat. Et pour les places restantes, ce sont les animateurs et parfois les enseignants qui demandent « Tu ne pourrais pas prendre cet enfant-là ? ». Et voilà. Donc, en bilan, c'est l'enthousiasme des participants. Il y a une petite liste d'attente à chaque atelier. Les séances se passent très bien. Du point de vue des enseignants, en général, ils trouvent que la plupart des enfants sont quand même plus calmes l'après-midi. Certains, par contre, très fatigués. Mais ils sont très satisfaits, les enseignants, de cette animation. Avez-vous des questions ?

Danielle Bray : Ça ne concerne que les enfants qui sont à la cantine ?

Françoise Louveau : Ça ne concerne que les enfants de la cantine, oui. C'est pendant le temps méridien. C'est l'avantage du restaurant scolaire dans la cour de l'école, c'est que maintenant, ils ont du temps pour faire des activités intéressantes. Et donc, le jeudi, c'est un travail sur les émotions.

- **Projet des élus du conseil municipal des enfants**

Françoise Louveau : Donc maintenant je vais vous parler de mon dernier point, c'est le conseil municipal des enfants qui compte 20 élus et qui cette année a eu le projet de fleurir les espaces verts, alors je reprends leur mot, « pour que ce soit plus joli et surtout pour que les abeilles et les insecte viennent ». Donc on a fait tout un travail depuis le mois de novembre, on travaille dessus. On a décidé d'aller décorer, enfin enjoliver le rond-point dans la rue Jacques Brel. C'est tout près du parc de jeux. Et donc Valérie des services techniques nous a bien aidés. C'est elle qui a réhabilité des pneus pour les transformer en coccinelle, comme vous avez vu sur la première diapo, et en chenille. Les agents du service technique lui ont mis de la terre, et là vous voyez les enfants qui plantent leur semis. Ils avaient semé des graines dans des petits pots, et là, un mardi soir, ils sont venus planter leur semis. Alors j'y suis passée, les plantes ont toutes repris, Mais bon, il faut les laisser pousser. Mais bon, les enfants étaient vraiment très heureux de faire ce projet. Ils ont même eu l'occasion au mois de mars ou avril d'aller faire du porte-à-porte pour expliquer aux riverains leur projet. Voilà. Et justement, si vous voulez en savoir un petit peu plus et connaître leur réaction, le mardi 23 juin, de 17h15 à 18h, dans cette salle-ci, ça sera leur conseil municipal des enfants, en présence de M. le maire. Et c'est une séance qui est ouverte au public. Donc, nous vous attendons à 17h15. Voilà. De 17h15 à 18h. C'est ça Marie-Pascale ? Et pour conclure, je voulais aussi vous informer d'un projet qui démarre seulement. C'est la création d'un conseil municipal de jeunes pour lequel Anne a déjà bien travaillé. Donc le conseil municipal des jeunes, c'est la suite logique du conseil municipal des enfants, mais qui vise les collégiens. Voilà, donc nous sommes en train, avec Anne, enfin c'est Anne surtout, d'initier ce projet. Voilà. Voilà, Monsieur le Maire, j'ai fini.

Christian Sprimont : Merci Françoise. Donc on ne peut que se féliciter de ce genre d'initiative, d'embellissement. Ça ne coûte pas grand-chose, mais c'est tellement riche. Voilà, il faudra encore bien les remercier, on le fera la prochaine fois. Merci Françoise. S'il n'y a pas de remarques, on passe au point suivant. Sport et bien-être.

Sport et bien-être :

- **Suite du comité de pilotage salle des sports**

Christian Sprimont : donc on vous donne une information comme ça sur le déroulement du comité de pilotage sur le projet Salle des sports qui continue et qui vient parfois s'alimenter de nouvelles réflexions. René Hautecoeur.

René Hautecoeur : Mesdames, Messieurs, bonsoir. Le comité de pilotage continue à réfléchir sur la salle de sport. Dernièrement, il a été évoqué de travailler sur deux sites. Sur le site de l'actuelle salle de sport Saint-Exupéry en partant sur une rénovation de l'existant, Voilà, donc c'est une première réflexion. Et une deuxième, qui serait donc complémentaire, c'est-à-dire qu'on viendrait faire une vraie salle de sport sur le terrain Jacques Catelain, le terrain multisports, le city stade, comme on dit souvent. Et là, on aurait vraiment une salle de sport aux dimensions réglementaires pour faire, disons, de la compétition. Alors pourquoi ce choix ? En se disant, voilà, on est centre-ville sur la salle de sport existante, près des écoles, donc on souhaite maintenir, je vais dire, une activité à ce niveau-là, au niveau sportif, sans obligation d'être sur des surfaces réglementaires pour faire des compétitions. Voilà, donc on est en train d'étudier ce cinquième scénario, si je puis dire, puisqu'on en avait déjà présenté quatre. Donc l'objectif ce serait ça, c'est de faire en gros deux salles de sport, donc une qui ferait d'abord la rénovation de l'existant pour ensuite partir sur une salle de sport près de la salle des fêtes. Donc tout ça, c'est en train de se chiffrer. On a déjà eu des retours. On n'a pas encore tout. On s'est donné fin juin pour avoir l'ensemble des éléments et y voir un peu plus clair pour pouvoir justement prendre une vraie décision là-dessus.

Christian Sprimont : Merci René. Donc ce sont des pistes, ce ne sont que des pistes, aucune décision n'est prise, bien sûr, c'est évident, et on souhaitait vous en informer, simplement, en parfaite transparence, et on verra comment cela évolue. Très bien. Et bien, le point suivant, M. Debas, indemnité d'assurance.

Avis de décisions :

- **Avis de décision n°2 - Acceptation de l'indemnité de sinistre de l'assurance communale ALLIANZ**

Philippe Debas : Oui, donc l'objet de cette décision, c'est suite à la proposition de l'assureur Allianz de proposer un dédommagement suite à la dégradation du mobilier urbain lors de l'accident de la route du 8 février de cette année rue

Saint-Nazaire. Cette proposition, donc, il nous est demandé, enfin, M. le maire décide d'accepter cette indemnité qui s'élève à 502,80 €. Donc, ces crédits vont être inscrits, sont inscrits au budget primitif de 2026 sur la section fonctionnement au chapitre des produits exceptionnels. Donc cette décision qui vous est ici mentionnée sera inscrite au compte rendu de ce conseil municipal.

Christian Sprimont : Voilà, c'est une obligation, c'est une formalité. Il n'y a pas de questions ? On peut continuer ?

Approbation des procès-verbaux :

- **Des conseils municipaux du 7 et 28 avril 2026**

Christian Sprimont : Il y a le point suivant, c'est l'approbation des procès-verbaux des conseils municipaux des 7 et 28 avril. Y a-t-il des remarques ? Sur les documents qui vous ont été transmis, pas de remarques ? Chers collègues, pas de remarques ? On passe au vote groupé, s'il n'y a pas de remarques ? Donc, s'il n'y a pas de remarques, c'est approuvé à l'unanimité.

Projets de délibérations :

Pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité :

1/ Evolution de l'organisation des services municipaux

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 et L.2121-30 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Les orientations stratégiques de la mandature municipale ;
- L'organigramme des services municipaux – Version 3 – Avril 2026, annexé à la présente délibération ;
- La commission municipale permanente pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité réunie le lundi 18 mai 2026 a émis un avis favorable
- Vu l'avis du Comité Technique en date du **21 mai 2026**,

Considérant

- La nécessité d'adapter l'organisation des services municipaux à l'évolution des missions de la collectivité, aux besoins de la population et aux enjeux contemporains du service public local ;
- La volonté de renforcer la lisibilité de l'action municipale, la transversalité des services et l'efficience organisationnelle ;
- L'objectif de sécurisation administrative, financière et juridique de l'action publique, ainsi que d'amélioration continue de la qualité du service rendu aux usagers ;
- L'importance de valoriser l'engagement et les compétences des agents municipaux au cœur de la mise en œuvre des politiques publiques ;

Exposé des motifs

Afin d'accompagner le développement des politiques municipales et de répondre aux exigences d'un service public moderne, accessible et performant, la ville engage une évolution de son organisation administrative.
Cette évolution vise à :

- Clarifier les responsabilités hiérarchiques et fonctionnelles ;
- Structurer l'administration autour de pôles cohérents et identifiés ;
- Favoriser le travail transversal et la conduite de projets ;
- Garantir la continuité, la qualité et l'efficience du service public communal.

La nouvelle organisation repose sur une Direction Générale des Services, chargée du pilotage stratégique et de la coordination globale, et sur quatre pôles fonctionnels, dont les missions, le cadre d'intervention et les effectifs sont définis

ci-après.
A cet effet, le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 :

D'approuver l'évolution de l'organisation des services municipaux de la Ville telle que présentée dans l'organigramme des services – Version 3 – Avril 2026, joint en annexe à la présente délibération.

Article 2 :

De valider la structuration de l'administration municipale autour :

- D'une Direction Générale des Services,
- De quatre pôles fonctionnels :
  - Pôle Administratif et Financier
  - Pôle Technique,
  - Pôle Petite Enfance – Enfance – Jeunesse,
  - Pôle Attractivité et Dynamique Locale.

Article 3 :

D'approuver le positionnement des fonctions, les missions et le cadre d'intervention des différents niveaux de responsabilité au sein de la collectivité, reposant sur une organisation hiérarchisée, complémentaire et collaborative :

- Le Directeur Général des Services assure le pilotage stratégique de l'administration, la coordination de l'ensemble des pôles et services, la sécurisation administrative, juridique et financière des décisions, ainsi que le conseil et l'accompagnement des élus.
- Les Directeurs de pôle sont chargés du pilotage managérial et stratégique de leur périmètre, de la coordination des services rattachés, du suivi des projets et de la mise en œuvre des politiques publiques définies par la collectivité.
- Les Chefs de service assurent l'organisation quotidienne des activités, l'encadrement de proximité des équipes, le suivi opérationnel des missions, ainsi que la qualité et la continuité du service rendu.
- Les Chargés de missions, positionnés sur des thématiques stratégiques et transversales, assurent la conduite de projets, l'ingénierie administrative, le développement de nouvelles politiques publiques et l'accompagnement des démarches d'innovation et de modernisation.
- Les Agents municipaux, acteurs essentiels du service public local, assurent la mise en œuvre opérationnelle des missions de la collectivité. Par leurs compétences, leur expertise métier et leur engagement professionnel, ils contribuent directement à la qualité, à la continuité et à l'amélioration du service rendu aux usagers.

Article 4 :

De préciser les missions et le cadre d'intervention de chaque pôle comme suit :

- **<u>La Direction Générale - 5 agents</u>**

La Direction Générale, placée sous l'autorité directe du Directeur Général des Services, assure le pilotage stratégique, la coordination globale et la sécurisation administrative, juridique et financière de l'action municipale.
Elle garantit la cohérence entre le projet politique des élus et l'action des services.
Elle s'appuie sur :

- Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Des chargés de missions transversaux (mobilité et prévention, communication, solidarités) ;
- Une assistante des élus.

- **<u>Pôle Administratif et Financier - 6 agents</u>**

Le Pôle Administratif assure les fonctions supports et réglementaires indispensables au fonctionnement de la collectivité :

- Accueil de la population, état civil, gestion du courrier ;
- Urbanisme et cimetière ;
- Ressources humaines (gestion administrative, gestion de la paye, prospective RH, formation) ;
- Finances et comptabilité (exécution budgétaire, préparation budgétaire, prospective financière, gestion des budgets annexes).

Il intervient de manière transversale auprès de l'ensemble des services.

- **<u>Pôle Technique - 23 agents</u>**

Le Pôle Technique est chargé de l'entretien, de la maintenance et de l'aménagement du patrimoine communal et de

l'espace public.
Il regroupe notamment :

- Le nettoyage des bâtiments communaux
- L'entretien des bâtiments et de la voirie ;
- La gestion du cadre de vie et le soutien logistique aux manifestations (espaces verts, propreté urbaine, tranquillité publique, animaux errants).

Il fonctionne selon des principes de polyvalence et d'adaptabilité afin de garantir la continuité du service public.

❖ **Pôle Petite Enfance – Enfance – Jeunesse - 29 agents**

Ce pôle porte les politiques éducatives, sociales et d'accompagnement des enfants et des jeunes, de la petite enfance à l'entrée dans l'âge adulte.
Il comprend :

- La gestion de la crèche municipale
- Les activités périscolaires et extrascolaires, la restauration scolaire, les ATSEM ;
- Les actions à destination des jeunes (CAJ, projets jeunesse, Conseil Municipal des Enfants).

Il s'appuie sur des chefs de service et des chargés de missions pour le pilotage stratégique et l'ingénierie de projets.

❖ **Pôle Attractivité et Dynamique Locale - 6 agents**

Ce pôle concourt au rayonnement du territoire et à la qualité du cadre de vie par :

- La dynamique sportive et le bien-être
- La vie associative et locale
- La culture, le numérique et la médiathèque
- L'organisation et la coordination des fêtes, cérémonies et événements
- Le soutien au commerce local et au tourisme
- La mise en œuvre des transitions (écologiques, numériques et démocratiques).

Article 5 :
De constater que l'organisation des services repose sur un effectif global de 69 agents, représentant 66,7 équivalents temps plein (ETP), répartis entre la Direction Générale et les quatre pôles fonctionnels.

Article 6 :
De préciser que la mise en œuvre et l'adaptation de cette organisation relève de l'autorité du Directeur Général des Services, sous le contrôle des élus, et pourront faire l'objet d'ajustements ultérieurs en fonction de l'évolution des missions et des besoins du service public.

Article 7 :
D'autoriser le maire à signer tout acte, document ou décision nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Christian Sprimont : Merci. Eh bien, on passe dans le deuxième chapitre, ce sont les projets de délibération. Donc, on est sur la première délibération qui est l'évolution de l'organisation des services municipaux. Madame Lancry.

Sylvie Lancry : Oui ? Je vais attendre l'installation. Alors, on vous avait déjà présenté, je ne sais plus il y a combien de temps, Anthony, cette nouvelle organisation ? En octobre 2025. En octobre 2025, donc en octobre 2025, on vous avait déjà présenté la nouvelle organisation, mais il y a des petits changements suite à la réussite de 5 agents au concours de catégorie B, avec nomination prévue au 1er juillet. Il y a une demande de changement de filière d'un agent afin d'adapter son grade à ses fonctions, et à des avancements de grades et à la réorganisation de certains postes techniques. Cette nouvelle organisation a plusieurs objectifs : clarifier les responsabilités, améliorer la coordination entre les services, renforcer la qualité et la continuité du service public, sécuriser les aspects administratifs, juridiques et financiers, et valoriser le travail des agents municipaux. L'administration municipale est désormais structurée autour d'une direction générale des services, le DGS, et de quatre grands pôles. Vous avez le pôle administratif et financier, le pôle technique, le pôle petite enfance – enfance jeunesse, et le pôle attractivité et dynamique locale et transitions. Le rôle de chaque niveau

hiérarchique est précisé comme suit : le directeur général des services pilote l'ensemble de l'administration. Les directeurs de pôle coordonnent leur secteur. Les chefs de service assurent la gestion quotidienne et les chargés de mission travaillent sur des projets transversaux. Les agents municipaux assurent les missions de terrain et le service aux usagers. Donc les missions principales des pôles sont définies comme suit : alors, on a la diapo numéro 3, s'il te plaît. Alors, l'administratif et finances. Accueil, état civil, RH, budget, urbanisme. Donc, à la tête de ce pôle, vous avez Isabelle Capet. Ensuite, le service technique. Alors, oui, petite précision, dans ce pôle administratif, on est en train de faire un recrutement d'une ou d'un chargé de mission. Donc, il sera au service comptabilité et finances. Ensuite, le service technique. Vous avez à la direction de ce service technique Jean-Marie Rutkowski. C'est l'entretien des bâtiments, voirie, espaces verts, logistique et suivi du marché Engie. Petite modification, Mathieu Allard est venu sur ce service et il est maintenant au service cadre de vie Et il est chef de service de ce service. Et ensuite, les deux personnes qui travaillaient avec Franck Riback sont arrivées aussi au service technique. Donc on a deux personnes supplémentaires maintenant au service technique, plus Mathieu Allard. Ensuite, le pôle enfance et jeunesse. Donc la direction, c'est Vincent Farine. Là, vous avez la crèche, l'école, restauration scolaire, les activités jeunesse. Donc ici, vous avez Stéphanie... Alors, c'est comment ? Crespin. Stéphanie Delsaux, anciennement. Donc Stéphanie Crespin, qui, elle, est montée en compétences. Et au service jeunesse, comme chef de service, vous avez Adrien Lallart, qui est monté aussi en compétences. Le pôle attractivité, attractivité locale, culture, sport, événements, commerce, tourisme et transition. Donc là, vous avez Franck Riback qui dirige ce pôle et vous avez donc les deux services. Alors, vous avez Emmanuelle Delporte maintenant qui est au service attractivité, c'est la cheffe de service. Et ensuite, vous avez le service dynamique locale dirigé par Benjamin Nonni. L'organisation repose sur 69 agents représentant 66,7 équivalents en temps plein. Le conseil municipal devra approuver cette nouvelle organisation et autoriser le maire à signer les documents nécessaires à sa mise en œuvre. Est-ce que vous avez des questions sur ces petits changements dans l'organisation ? On peut passer au vote ?

Christian Sprimont : C'est pas la révolution, mais c'est plutôt une évolution, une adaptation. Voilà, donc il n'y a pas de questions. Y a-t-il demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté. Je vous remercie. Eh bien, M. Debas, la mise à jour du régime indemnitaire.

Pour à l'unanimité.

2/ MISE À JOUR DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL)

La présente délibération vise à mettre à jour le régime indemnitaire des agents de la collectivité, fondé sur le RIFSEEP, afin de l'adapter aux évolutions de notre organisation.

Cette actualisation permet de mieux prendre en compte les fonctions exercées, le niveau de responsabilité, l'expertise ainsi que l'engagement professionnel des agents, tout en garantissant une cohérence avec le cadre réglementaire en vigueur.

Elle prévoit également une révision des catégories, des groupes de fonctions et des emplois, afin d'assurer plus de lisibilité, d'équité et de reconnaissance.

Il vous est donc proposé de vous prononcer sur les dispositions qui suivent.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code Général de la fonction publique (CGFP, partie législative applicable à compter du 1ermars 2022 -< abrogation notamment des lois n°83-634 du 13/07/1983 et n°84-53 du 26/01/1984 (JO du 05/12/2021)),

Vu le Code Général de la fonction publique et la loi N°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération instaurant un régime indemnitaire du 20 décembre 2017,

Vu la délibération de mise à jour du RIFSEEP en date du 04 mars 2025,

Vu l'avis du Comité Technique en date du **21 mai 2026**,

Considérant qu'il convient d'instaurer au sein de la commune, conformément au principe de parité tel que prévu aux articles L714-4 à L714-8 du CGFP (code général de la fonction publique) un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la commune,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose :

- D'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent.

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

Propose au conseil municipal les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

LES BÉNÉFICIAIRES

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

- ✓ Aux agents titulaires, stagiaires **et contractuels de droit public** à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail).

MODALITÉS D 'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toute autre prime et indemnité liées aux fonctions et à la manière de servir.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- La prime de fonction et de résultats (PFR),
- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L''indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- La prime de fonction informatique,
- L'indemnité pour travaux dangereux et insalubres,

Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d 'intéressement collectif,
- Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat)
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes,...),
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE)

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

CADRE GÉNÉRAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, **une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.
Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de l 'Etat.

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

CONDITION DE REEXAMEN

Le montant annuel de **l'IFSE** versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (cette disposition devrait également être applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement).
- En cas de changement de cadre d'emploi à la suite d'une promotion, ou la réussite à un concours.
- Le réexamen de l'IFSE s'effectuera conformément à l'avenant aux lignes directrices de gestion.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les plafonds maximaux sont ceux prévus pour les corps de référence de l'Etat.

Bénéficieront de l'**IFSE,** les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après :

CATÉGORIE A			
Répartition des groupes par emploi pour le cadre d'emploi des : Attachés Territoriaux - Conseillers Territoriaux socio-éducatif -Educateurs de Jeunes Enfants - Cadre de Santé Infirmier Techniciens paramédicaux			Montants Annuels maxima (plafonds)
Cadres d'emploi	**Groupes de Fonctions**	**Emplois (à Titre Indicatif)**	**Non Logé**
Attachés Territoriaux	1	1.1.1 Directeur(ice) Général(e)des Services " Connaissance Maîtrise"	36 210
		1.1.2 Directeur(ice) Général(e)des Services " Connaissance Confirmée"	36 210
		1.1.3 Directeur(ice) Général(e)des Services" Connaissance Débutante"	36 210
	2	1.2.1 Directeur(ice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	32 130
		1.2.2 Directeur(ice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	32 130
		1.2.3 Directeur(ice) de Pôle " Connaissance Débutante"	32 130
Cadres de Santé Infirmiers Techniciens paramédicaux - Conseillers Territoriaux socio-éducatif	1	1.1.1 Chef(fe) de Service " Connaissance Maîtrise"	25 500
		1.1.2 Chef(fe) de Service " Connaissance Confirmée"	25 500
		1.1.3 Chef(fe) de Service « Connaissance Débutante"	25 500
	2	1.2.1 Responsable d'un Service " Connaissance Maîtrise"	20 400
		1.2.2 Responsable d'un Service " Connaissance Confirmée"	20 400
		1.2.3 Responsable d'un Service « Connaissance Débutante"	20 400
Educateurs de jeunes enfants	1	1.1.1 Directeur(ice) de Service « Connaissance Maîtrise"	14 000
		1.1.2 Directeur(ice) de Service " Connaissance Confirmée"	14 000
		1.1.3 Directeur(ice) de Service " Connaissance Débutante"	14 000
	2	1.2.1 Responsable d'un service " Connaissance Maîtrise"	13 500
		1.2.2 Responsable d'un service" Connaissance Confirmée"	13 500
		1.2.3 Responsable d'un Service " Connaissance Débutante"	13 500
	3	1.3.1 Adjoint(e) à la direction d'un Service " Connaissance Maîtrise"	13 000
		1.3.2 Adjoint(e) à la direction d'un Service " Connaissance Confirmée"	13 000
		1.3.3 Adjoint(e) à la direction d'un Service « Connaissance Débutante"	13 000

CATÉGORIE B

Répartition des groupes par emploi pour le cadre d'emploi des : Rédacteurs Territoriaux - Animateurs Territoriaux - Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives - Techniciens Territoriaux - Assistants de conservation du Patrimoine et des bibliothèques - Auxiliaires de puériculture			Montants Annuels maxima (plafonds)
Cadres d'emploi	**Groupes de Fonctions**	**Emplois (à Titre Indicatif)**	**Non Logé**
Rédacteurs Territoriaux - Animateurs Territoriaux - Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives	**1**	1.1.1 Directeur(ice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	17 480
		1.1.2 Directeur(ice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	17 480
		1.1.3 Directeur(ice) de Pôle " Connaissance Débutante"	17 480
	2	1.2.1 Chef(fe) de Service « Connaissance Maîtrise"	16 015
		1.2.2 Chef(fe) de Service « Connaissance Confirmée"	16 015
		1.2.3 Chef(fe) de Service " Connaissance Débutante"	16 015
	3	1.3.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	14 650
		1.3.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	14 650
		1.3.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	14 650
Techniciens territoriaux	**1**	1.1.1 Directeur(ice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	19 660
		1.1.2 Directeur(ice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	19 660
		1.1.3 Directeur(ice) de Pôle " Connaissance Débutante"	19 660
	2	1.2.1 Chef(fe) de Service « Connaissance Maîtrise"	18 580
		1.2.2 Chef(fe) de Service « Connaissance Confirmée"	18 580
		1.2.3 Chef(fe) de Service " Connaissance Débutante"	18 580
	3	1.3.1 Chargé(e)de Mission " Connaissance Maîtrise"	17 500
		1.3.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	17 500
		1.3.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	17 500
Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	**1**	1.1.1 Directeur(ice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	16 720
		1.1.2 Directeur(ice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	16 720
		1.1.3 Directeur(ice) de Pôle " Connaissance Débutante"	16 720
	2	1.2.1 Chef(fe) de Service « Connaissance Maîtrise"	14 960
		1.2.2 Chef(fe) de Service « Connaissance Confirmée"	14 960
		1.2.3 Chef(fe) de Service " Connaissance Débutante"	14 960
	3	1.3.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	14 960
		1.3.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	14 960
		1.3.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	14 960
Auxiliaires de puériculture	**1**	1.1.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	9 000
		1.1.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	9 000
		1.1.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	9 000
	2	1.2.1 Auxiliaire de Puériculture" Connaissance Maîtrise"	8 010
		1.2.2 Auxiliaire de Puériculture « Connaissance Confirmée"	8 010
		1.2.3 Auxiliaire de Puériculture " Connaissance Débutante"	8 010

CATEGORIE C

Répartition des groupes par emploi pour le cadre d'emploi des : Adjoints Administratifs - Adjoints d'Animation -Adjoints Techniques - Agents Sociaux - Adjoints du Patrimoine - Adjoints Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles			Montants Annuels maxima (plafonds)	
Cadres d'emploi	**Groupes de Fonctions**	**Emplois (à Titre Indicatif)**	**Non Logé**	**Logé pour nécessité absolue de Service**
Adjoints Administratifs - Adjoints d'Animation - Adjoints Techniques - Agents Sociaux - Adjoints du Patrimoine - Adjoints Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles	**1**	1.1.1 Chef(fe)de Service " Connaissance Maîtrise"	11 340	7 090
		1.1.2 Chef(fe) de Service « Connaissance Confirmée"	11 340	7 090
		1.1.3 Chef(fe) de Mission « Connaissance Débutante"	11 340	7 090
	2	1.2.1 Chargé(e)de Mission " Connaissance Maîtrise"	11 340	7 090
		1.2.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	11 340	7 090
		1.2.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	11 340	7 090
	3	1.3.1 Adjoint de Direction Animation - Directeur de Séjour - Directeur Animation "Connaissance Maitrise"	11 340	7 090
		1.3.2 Adjoint de Direction Animation - Directeur de Séjour - Directeur Animation "Connaissance Confirmée"	11 340	7 090
		1.3.3 Adjoint de Direction Animation - Directeur de Séjour - Directeur Animation "Connaissance Débutante"	11 340	7 090
	4	1.4.1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles " Connaissance Maîtrise"	11 340	7 090
		1.4.2 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles " Connaissance Confirmée"	11 340	7 090
		1.4.3 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles " Connaissance Débutante"	11 340	7 090
	5	1.5.1 Agent Territorial " Connaissance Maîtrise"	10 800	6 750
		1.5.2 Agent Territorial " Connaissance Confirmée"	10 800	6 750
		1.5.3 Agent Territorial " Connaissance Débutante"	10 800	6 750

MODULATION DE L 'IFSE EN RAISON DES ABSENCES

En l'absence de dispositions réglementaires, un agent ne peut pas prétendre au versement de son régime indemnitaire pendant sa période de congés pour indisponibilité physique. Il convient de délibérer sur les modalités de versement de l'IFSE :

- En cas de congé maladie ordinaire, de congé pour maladie professionnelle ou accident de service/accident du travail :

L'IFSE est maintenue puis diminuée de 1/30ème par jour d'absence consécutif à partir du 16ème jour d'absence

En cas de congé de longue maladie et de congé de longue durée :

✓ Dans la Fonction Publique d 'Etat, le principe est que le régime indemnitaire est interrompu, en cas de congé de longue maladie et de congé de longue durée.

Toutefois, l'agent en congé de maladie ordinaire placé rétroactivement en congé de longue maladie ou congé de longue durée conserve les primes d'ores et déjà versées pendant le CMO. (Congé de maladie ordinaire)

En vertu du **principe de parité**, une collectivité territoriale ne pourrait pas prendre de dispositions plus favorables en maintenant le versement du régime indemnitaire au-delà de la première année du CLM (congé longue maladie) ou du CLD. (Congé de longue durée)

(Décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congé, Circulaire n⁰BCRF 1031314C du 22 mars 2011).

En cas de congé annuels, de congé de maternité ou pour adoption, de congé paternité, de congé spéciaux, l'IFSE est maintenu intégralement.

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL(CIA)

CATÉGORIE A			
Répartition des groupes par emploi pour le cadre d'emploi des : Attachés Territoriaux - Conseillers Territoriaux socio-éducatif -Educateurs de Jeunes Enfants - Cadre de Santé Infirmier Techniciens paramédicaux			Montants Annuels maxima (plafonds)
Cadres d'emploi	Groupes de Fonctions	Emplois (à Titre Indicatif)	Non logé
Attachés Territoriaux	1	1.1.1 Directeur(ice) Général(e)des Services " Connaissance Maîtrise"	6 390
		1.1.2 Directeur(ice) Général(e)des Services " Connaissance Confirmée"	6 390
		1.1.3 Directeur(ice) Général(e)des Services" Connaissance Débutante"	6 390
	2	1.2.1 Directeur(ice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	5 670
		1.2.2 Directeur(ice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	5 670
		1.2.3 Directeur(ice) de Pôle " Connaissance Débutante"	5 670
Cadres de Santé Infirmiers Techniciens paramédicaux - Conseillers Territoriaux socio-éducatif	1	1.1.1 Chef(fe) de Service " Connaissance Maîtrise"	4 500
		1.1.2 Chef(fe) de Service " Connaissance Confirmée"	4 500
		1.1.3 Chef(fe) de Service « Connaissance Débutante"	4 500
	2	1.2.1 Responsable d'un Service " Connaissance Maîtrise"	3 600
		1.2.2 Responsable d'un Service " Connaissance Confirmée"	3 600
		1.2.3 Responsable d'un Service « Connaissance Débutante"	3 600
Educateurs de jeunes enfants	1	1.1.1 Directeur(ice) de Service « Connaissance Maîtrise"	1 680
		1.1.2 Directeur(ice) de Service " Connaissance Confirmée"	1 680
		1.1.3 Directeur(ice) de Service " Connaissance Débutante"	1 680
	2	1.2.1 Responsable d'un service " Connaissance Maîtrise"	1 620
		1.2.2 Responsable d'un service" Connaissance Confirmée"	1 620
		1.2.3 Responsable d'un Service " Connaissance Débutante"	1 620
	3	1.3.1 Adjoint(e) à la direction d'un Service " Connaissance Maîtrise"	1 560
		1.3.2 Adjoint(e) à la direction d'un Service " Connaissance Confirmée"	1 560
		1.3.3 Adjoint(e) à la direction d'un Service « Connaissance Débutante"	1 560

CATÉGORIE B

Répartition des groupes par emploi pour le cadre d'emploi des : Rédacteurs Territoriaux - Animateurs Territoriaux - Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives - Techniciens Territoriaux - Assistants de conservation du Patrimoine et des bibliothèques - Auxiliaires de puériculture			Montants Annuels maxima (plafonds)
Cadres d'emploi	**Groupes de Fonctions**	**Emplois (à Titre Indicatif)**	**Non logé**
Rédacteurs Territoriaux - Animateurs Territoriaux - Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives	**1**	1.1.1 Directeur(ice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	2 380
		1.1.2 Directeur(ice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	2 380
		1.1.3 Directeur(ice) de Pôle " Connaissance Débutante"	2 380
	2	1.2.1 Chef(fe) de Service « Connaissance Maîtrise"	2 185
		1.2.2 Chef(fe) de Service « Connaissance Confirmée"	2 185
		1.2.3 Chef(fe) de Service " Connaissance Débutante"	2 185
	3	1.3.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	1 995
		1.3.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	1 995
		1.3.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	1 995
Techniciens territoriaux	**1**	1.1.1 Directeur(rice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	2 680
		1.1.2 Directeur(rice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	2 680
		1.1.3 Directeur(rice) de Pôle " Connaissance Débutante"	2 680
	2	1.2.1 Chef(fe) de Service « Connaissance Maîtrise"	2 535
		1.2.2 Chef(fe) de Service « Connaissance Confirmée"	2 535
		1.2.3 Chef(fe) de Service " Connaissance Débutante"	2 535
	3	1.3.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	2 385
		1.3.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	2 385
		1.3.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	2 385
Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	**1**	1.1.1 Directeur(rice) de Pôle" Connaissance Maîtrise"	2 280
		1.1.2 Directeur(rice) de Pôle « Connaissance Confirmée"	2 280
		1.1.3 Directeur(rice) de Pôle " Connaissance Débutante"	2 280
	2	1.2.1 Chef(fe) de Service « Connaissance Maîtrise"	2 040
		1.2.2 Chef(fe) de Service « Connaissance Confirmée"	2 040
		1.2.3 Chef(fe) de Service " Connaissance Débutante"	2 040
	3	1.3.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	2 040
		1.3.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	2 040
		1.3.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	2 040
Auxiliaires de puériculture	**1**	1.1.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	1 230
		1.1.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	1 230
		1.1.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	1 230
	2	1.2.1 Auxiliaire de Puériculture" Connaissance Maîtrise"	1 090
		1.2.2 Auxiliaire de Puériculture « Connaissance Confirmée"	1 090
		1.2.3 Auxiliaire de Puériculture " Connaissance Débutante"	1 090

CATEGORIE C

Répartition des groupes par emploi pour le cadre d'emploi des : Adjoints Administratifs - Adjoints d'Animation -Adjoints Techniques - Agents Sociaux - Adjoints du Patrimoine - Adjoints Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles			Montants Annuels maxima (plafonds)	
Cadres demploi	**Groupes de Fonctions**	**Emplois (à Titre Indicatif)**	**Non Logé**	**Logé pour nécessité absolue de Service**
Adjoints Administratifs - Adjoints d'Animation - Adjoints Techniques - Agents Sociaux - Adjoints du Patrimoine - Adjoints Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles	**1**	1.1.1 Chef(fe)de Service " Connaissance Maîtrise"	1 260	1 260
		1.1.2 Chef(fe) de Service " Connaissance Confirmée"	1 260	1 260
		1.1.3 Chef(fe) de Service " Connaissance Débutante"	1 260	1 260
	2	1.2.1 Chargé(e)de Missions " Connaissance Maîtrise"	1 260	1 260
		1.2.2 Chargé(e) de Mission « Connaissance Confirmée"	1 260	1 260
		1.2.3 Chargé(e) de Mission « Connaissance Débutante"	1 260	1 260
	3	1.3.1 Adjoint de Direction Animation - Directeur de Séjour - Directeur Animation "Connaissance Maitrise"	1 260	1 260
		1.3.2 Adjoint de Direction Animation - Directeur de Séjour - Directeur Animation "Connaissance Confirmée"	1 260	1 260
		1.3.3 Adjoint de Direction Animation - Directeur de Séjour - Directeur Animation "Connaissance Débutante"	1 260	1 260
	4	1.4.1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles " Connaissance Maîtrise"	1 260	1 260
		1.4.2 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles " Connaissance Confirmée"	1 260	1 260
		1.4.3 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles " Connaissance Débutante"	1 260	1 260
	5	1.5.1 Agent Territorial " Connaissance Maîtrise"	1 200	1 200
		1.5.2 Agent Territorial " Connaissance Confirmée"	1 200	1 200
		1.5.3 Agent Territorial " Connaissance Débutante"	1 200	1 200

1° Le principe :

Ce complément tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée au moment de l'évaluation et non la nécessité de service

2° Périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement en une seule fois en juin après l'entretien professionnel de N-1et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

3° Les Critères :

1er Niveau :

- Montant annuel de 300 euros net : l'agent doit remplir au moins 2 critères sur 3 :

  - ✓ Remplacement d'un collègue absent un mois au minimum
  - ✓ Réalisation d'un projet valorisant l'image de la collectivité et sortant de la fiche de poste,
  - ✓ Justifiant d'une assiduité annuel inférieur à quinze jours d'absence non considérée comme du temps de travail effectif.

2ème Niveau :

- Montant annuel de 500 euros net : l'agent doit remplir au moins 2 critères sur 3 :

  - ✓ Remplacement d'un collègue au-delà de trois mois d'absence,

- ✓ Réalisation d'un projet apportant des recettes supplémentaires à la collectivité et **sortant de la fiche de poste,**
- ✓ Justifiant d'une assiduité annuelle inférieure à un mois d'absence non considérée comme du temps de travail effectif.

ARTICLE 4 : CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Il vous est demandé de délibérer sur la mise à jour du RIFSEEP notamment au niveau des catégories, groupes et emplois correspondant à l'évolution de l'organisation de la collectivité (voir délibération inscrite également au Conseil Municipal du 09 juin 2026).

Philippe Debas : Je vais vous parler d'un sujet très passionnant qui s'appelle le RIFSEP, le régime indemnitaire qui tient compte des fonctions, des suggestions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. Cette présente délibération vise à mettre à jour ce régime indemnitaire des agents de notre collectivité basé sur ce dispositif afin de l'adapter aux évolutions de l'organisation de notre collectivité. Ce dispositif repose sur deux volets. Un premier volet qu'on appelle l'IFSE qui est l'indemnité de fonction de suggestion et d'expertise Et un deuxième volet qui s'appelle le complément indemnitaire annuel, le CIA. Ce qu'il faut savoir, c'est que le CIA tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent. Il appartient donc aux collectivités de délibérer obligatoirement sur ces deux volets du RIFSEP. La particularité ici pour Vimy, c'est que je vais vous présenter le volet de l'IFSE, sachant que le volet du CIA n'a pas été abordé ici et travaillé jusqu'à présent. Il sera évoqué sur les exercices à venir. De toute manière, non budgété également ici. Voilà, donc ce qu'il faut savoir, c'est que cette IFSE, donc cette indemnité, elle sera versée mensuellement et donc, comme c'est marqué, tend à valoriser l'exercice des fonctions. Alors ce qu'il faut savoir c'est que ce qui vous est présenté est l'aboutissement d'un travail qui a été mené ici sur l'activité par la direction générale des services, monsieur le maire et donc les membres du CST. Alors ça a été présenté au CST, j'ai plus la date en tête, mais il y a de ça une dizaine de jours, et donc la présentation a été validée également. Voilà donc sur les principes généraux. Cette IFSE repose en réalité sur trois volets. Un premier volet qui correspond en réalité au fond à la fonction exercée et également à l'expérience professionnelle. C'est ce qu'on appellera le volet 1. Donc, sur trois volets, comme je le disais, un deuxième volet, un volet 2 qui vous sera présenté après et qui, lui, va correspondre aux missions exercées par les agents et notamment ce que l'on appelle les missions régaliennes. Donc vous avez le descriptif de ces missions qui vous a été fourni dans les annexes. Mais en gros, gestion des ressources humaines, gestion budgétaire, tout ce qui est lié à l'institution. Donc on va être sur cet énoncé de missions. Et également sur les missions d'encadrement. Voilà, donc ce volet 2, on reviendra rapidement dessus tout à l'heure. Et un troisième volet, lui, qui est une bonification, qui va être liée à la fonction et au niveau de responsabilité exercée. Donc là, qui va être appliqué directement sur le premier volet, le volet 1. En gros, voilà l'ossature de cette IFSE. Le volet 1, ce qu'il faut savoir, c'est que chaque agent de la collectivité va être positionné en fonction de son grade, de son poste. Donc sur un tableau, comme celui-ci, en identifiant le collège de la personne, soit exécution, soit de la maîtrise, soit de l'encadrement, encadrement intermédiaire, encadrement supérieur et direction générale des services. Donc, cinq strates. On va positionner chaque agent sur une de ces strates. Et donc, sur cette strate, vous est fourni également en annexe un tableau avec les montants maximum annuels de l'IFSE qui peut être attribuée, ce qu'on appellera le seuil de l'IFSE. Ce seuil, ce seuil va être calculé sur une valeur annuelle, ramenée ensuite à 12 mois, puisque, comme je vous le mentionnais, elle est versée mensuellement. Voilà, je ne rentre pas dans les détails des pourcents, ce que vous verrez tout à l'heure en fin de présentation. Vous avez deux exemples, je pense, qui seront beaucoup plus parlants que je risque de vous expliquer ici au micro. Donc voilà sur ce premier volet. Donc ce premier volet va concerner tous les agents. On arrive ensuite sur un deuxième volet qui va valoriser l'exercice comme c'est mentionné, le niveau d'expertise, à des seules missions dites régaliennes. C'est-à-dire que la particularité, c'est que tous les agents ne vont pas effectuer le même nombre de missions régaliennes. Juste un exemple, vous avez éventuellement une ou deux personnes aux ressources humaines, une ou deux personnes au niveau du budget, une personne au niveau de la direction générale des services. Donc tout ça va être éclaté, mais vous avez également des agents qui n'exercent peut-être pas de mission régalienne ou de mission d'encadrement. Donc, c'est-à-dire que là, on va avoir deux volets qui vont être tout à fait déconnectés, puisque des agents pourront ouvrir droit au premier volet de cette IFSE, puis également au deuxième volet de cette IFSE, alors que d'autres n'ouvriront le droit qu'au premier volet de l'IFSE. Le volet 3, lui, par contre, sera applicable à l'ensemble des agents. Voilà, donc ça, ça sera la particularité de ce volet 2. Ce qu'il faut savoir, c'est que sur ce volet 2, là, on va... Enfin, a été identifié sur l'ensemble des métiers exercés ici sur la commune de Vimy, donc un certain nombre, il a été élaboré un dictionnaire, on va dire un référentiel des métiers et par déclinaison un dictionnaire des compétences. Donc ce dictionnaire des compétences est au nombre de 77 compétences identifiées que vous retrouvez sur les documents annexes qui vous sont fournis. Et donc, ce qui va être effectué, c'est que chaque agent, par rapport aux missions qu'il exerce, aux fonctions qu'il exerce, vont être identifiées les compétences, ainsi que le niveau de compétence détenu. C'est-à-dire qu'on pourra avoir des gens qui vont être sur une mission régalienne, mais avec un

niveau d'appréhension des différents travaux, par exemple de débutant, ou d'autres peut-être confirmé, d'autres très confirmé. Donc, en fonction de ce seuil de compétence, vous avez un pourcentage de bonification qui sera appliqué et qui va être lié justement à cette performance. Voilà, donc... Pour chaque agent, un certain nombre de compétences identifiées et à partir de là, ce nombre de compétences va déclencher une bonification qui va aller de 15% à 70%. C'est mentionné, 15% à 70%. Tout ceci, bien sûr, ce sont des choses qui sont formalisées, qui sont objectivées, et notamment au travers des entretiens annuels. Parce qu'il n'y a qu'un entretien annuel qui va permettre de dire si vous maîtrisez ou pas, et si vous avez ou pas la compétence détenue. Voilà, donc ce volet 2, lui, va être calculé, comme on dit, sur la base de 15% de l'IFSE. Vous verrez après l'exemple de calcul qui va vous être fourni, ce sera beaucoup plus parlant. Voilà, et donc ensuite, un volet 3, donc cette bonification, là qui va être donc ouverte à tous, voilà, cette bonification va être liée donc à la fonction et au niveau de responsabilité, mais également, on va dire, au niveau d'implication des agents, c'est-à-dire, voilà, au niveau de la transversalité des missions, de l'aide, enfin voilà, on aura peut-être un peu de... un peu de savoir, savoir-être aussi, qui va apparaître dans ce volet 3. On va passer à l'exemple. Voilà, donc on vous donne un exemple. Un agent, grade d'adjoint administratif, avec une mission régalienne. Donc le seuil d'IFSE qui est fourni sur le tableau que vous avez, où vous retrouverez les différentes catégories d'emplois avec les valeurs seuil à l'année, Donc pour cet adjoint administratif, on est sur une valeur seuil de 11 340 euros par an. Donc là, c'est vraiment ce qui va nous servir de base pour le calcul de l'IFSE. Alors, par rapport à l'exercice de ce métier d'adjoint administratif, on a affaire à un agent qui connaît bien son boulot. On va être sur quelqu'un qui est confirmé. Donc, positionné sur le niveau 3, c'est le petit tableau. Voilà. Niveau 3, expertise opérationnelle.Technicité reconnue, prendre des initiatives adaptées, participe à l'amélioration continue du service. Et on est bien dans l'exécution opérationnelle. Donc on aura ici une bonification de 30%. Voilà. Il aura donc sur ce niveau 3, une bonification, donc on est sur 11 340, la base, et donc un montant annuel qui est ramené à 3 402 euros pour le seul volet 1. Donc avec une équivalence de 143,50 par mois. Volet 2, comme on le voyait tout à l'heure, une mission régalienne, ouverture à la bonification, et donc ont été identifiées 25 compétences validées sur les 77, donc une bonification de 25%. Donc 25% de 15% de l'IFSE. En réalité, le volet 2, c'est le montant de base que multiplie 15%. Là, on va être sur le montant de départ de ce volet 2. Donc un agent qui n'aurait aucune bonification, on va dire que ce serait 11 340 que multiplie 15%. Et en fonction du niveau, donc une majoration de 25%. Donc le calcul, le seuil que multiplie 15% égal donc l'IFSE, on va dire mensuel, et dessus, sur le niveau 2, donc une majoration de 25%. Soit un volet 2 égal à 425,25. C'est-à-dire que pour l'instant, on aurait un agent qui aurait 3402 par an au titre du volet 1, plus 425,25 au titre du volet 2. Volet 3, c'est ce que je vous disais, c'est en fonction de la fonction exercée par l'agent et également en fonction des bonifications sur lesquelles il est positionné. Donc cet agent, ici, ouvre droit à une bonification de 15%. Alors on vous rappelle que le volet 3, lui, son mode de calcul, on est sur 11 340 que multiplie 10%. C'est pour la base du volet 3. Et donc dessus, par rapport à la fonction exercée et par rapport à l'expérience professionnelle, donc une majoration de 15%. Donc vous êtes toujours sur le tableau qu'on a vu tout à l'heure. Et donc cet agent aura au titre du volet 3, 170,10 euros par an. Donc cet agent aura par mois une IFSE de 333,10 euros. Je ne vais pas vous lire toute la petite récap, mais en gros, cette récap traduit comment, ce que veut dire en réalité ce montant de 333,10 euros par rapport à la fonction, par rapport au niveau de compétence, par rapport à l'évaluation professionnelle, par rapport à son application personnelle. Voilà un premier exemple de calcul. Donc, derrière, il y a un deuxième exemple qui est fourni avec un agent qui est positionné, lui, sur le niveau 2, qui a toujours une mission régalienne, par contre, qui possède 41 compétences. Donc là, on vous traduit de manière... calcul le montant de l'IFSE, auquel il pourrait prétendre. Voilà donc le dispositif qui vous est proposé dans la délib. Ce qu'il faut savoir, c'est que ce dispositif, je ne l'ai pas dit, a été inscrit dans les lignes directrices de gestion et bien évidemment dans le budget.

Christian Sprimont : Est-ce qu'il y a des questions ? Tout d'abord, merci Philippe, parce que c'est un exercice pas facile, fastidieux, très technique, mais il nous fallait vous le présenter. A savoir que c'est aussi le fruit d'un très long travail avec les agents, les services de la commune. Ça fait plus d'un an qu'on est là-dessus. Deux ans, quasiment. Donc voilà, oui, question.

Agnès Levant : Philippe, tu as expliqué que l'IFSE serait versée sur 12 mois. Il me semble qu'il y a un 13ème mois, une prime annuelle qui est versée deux fois par an.

Philippe Debas : Oui, qui n'ouvre pas droit à l'IFSE. En général, le 13ème mois n'ouvre droit à aucune prime. Là, c'est valable pour beaucoup d'entreprises.

Christian Sprimont : C'est clair. D'autres questions ? Pas d'autres questions ? Donc, concernant cette mise à jour du régime indemnitaire, merci Philippe encore. Il fallait s'y coller, comme on dit. Il fallait s'y coller. Et donc, sur ce sujet, y a-t-il demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté. Je vous remercie. Et bien, Madame Lancry.

Pour à l'unanimité

3/ SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU PAS-DE-CALAIS POUR LA MISE EN PLACE D'UN COFFRE-FORT NUMERIQUE AGENT

Il vous est demandé de délibérer sur la mise en place d'un coffre-fort numérique agent, ce qui permettra de dématérialiser l'ensemble des bulletins de paie des agents ainsi que les documents liés aux ressources humaines : gain de temps RH, stockage totalement sécurisé pour 50 ans et modernisation des procédures RH. La présente convention est conclue du 1er septembre 2026 jusqu'à la fin du marché, soit le 10 octobre 2029.

La prestation ne demande pas de facturation particulière pour les documents en annexe 1, cette dernière étant comprise dans la cotisation additionnelle.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu le Code des postes et des communications électroniques,
Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,
Vu l'avis positif du CST Départemental du **21 mai 2026**,

La commission municipale permanente pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité réunie le lundi 18 mai 2026 a émis un avis favorable

Le maire indique aux membres de l'assemblée que, dans le cadre de sa politique d'accompagnement des collectivités et des établissements publics, le Centre de Gestion du Pas-de-Calais propose la mise en place d'un coffre-fort numérique agent pour permettre la modernisation de la gestion du personnel et notamment dans la communication des bulletins de paie et des documents RH.
Il s'agirait d'un service mutualisé afin d'assurer un service de qualité et une optimisation de la dépense publique.

Le Centre de Gestion propose de collaborer avec la **commune de Vimy** pour mettre en place ce dispositif.
Il assurera le suivi du projet (réunions d'information, conseils), sa mise en place (passerelle avec le prestataire retenu, accompagnement) et proposera une assistance.

La **commune de Vimy** devra :

- Assurer la promotion du système au niveau des agents,
- Diffuser les documents de communication et d'information fournis par le CDG62 et le prestataire,
- Ne déposer que les documents listés en annexe 1 avec une antériorité de 6 mois à compter de la date de mise en service,
- Fournir la liste des agents habilités à utiliser la plateforme de gestion et informer le CDG62 de toute modification sans délai,
- Notifier sans délai tout dysfonctionnement.

Cette prestation est comprise dans la cotisation additionnelle, déjà versée au Centre de Gestion et n'engendrera donc pas de coût supplémentaire.
Afin de pouvoir bénéficier de cette nouvelle prestation, une convention doit être signée avec le Centre de Gestion du Pas-de-Calais.

A cet effet, il est demandé au conseil municipal

- D'autoriser le maire à signer la convention proposée par le Centre de Gestion de Pas-de-Calais sur la mise en place du coffre-fort numérique agent.

Sylvie Lancry : Oui, j'y vais. Alors, la signature d'une convention avec le centre de gestion de la fonction publique du Pas-de-Calais pour la mise en place d'un coffre-fort numérique Agents. Alors, vous avez tous reçu les documents, donc je vous fais une synthèse de la délibération, pardon. La commune de Vimy souhaite signer une convention avec le centre de gestion de la fonction publique du Pas-de-Calais pour mettre en place un coffre-fort numérique destiné aux agents municipaux. Ce système permettra la dématérialisation des bulletins de paie et des documents RH, un gain de temps pour le service des ressources humaines, un stockage sécurisé des documents pendant 50 ans, une modernisation des procédures administratives. La convention serait valable du 1er septembre 2026 au 10 octobre 2029. Le service mutualisé est déjà inclus dans la cotisation versée au centre de gestion. Il n'y aura donc aucun coût supplémentaire pour la commune. Le centre de gestion accompagnera la commune dans l'information des agents, la mise en place technique, le suivi du projet, l'assistance en cas de besoin. De son côté, la commune devra notamment informer les agents, transmettre certains documents RH, gérer les accès à la plateforme, signaler rapidement tout problème technique. Donc il est demandé au conseil municipal d'autoriser le maire à signer cette convention. Voilà, monsieur le maire.

Christian Sprimont : Voilà, c'est quelque chose qui se fait dans toutes les collectivités maintenant, ce fameux coffre-fort numérique. Y a-t-il des questions ? Oui ?

Evelyne Nachel : Juste une précision, c'est basé sur le volontariat, ce n'est pas une obligation ?

Christian Sprimont : Oui, absolument. Le volontariat, on ne peut pas l'imposer. Celui ou celle qui veut rester à la culture papier reste à la culture papier. Très bien. Sur ce dispositif, il y a une demande de vote ? Pas de demande de vote ? Eh bien, c'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie, M. Debas. le dispositif mutualisé de formation.

Pour à l'unanimité

4/ Adhésion au dispositif mutualisé de formation en hygiène et sécurité au travail proposé par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) – Signature de la convention-cadre

Il vous est demandé de délibérer pour adhérer gratuitement à la convention-cadre de la CALL portant sur le dispositif mutualisé de formation en matière d'hygiène et de sécurité au travail pour une durée de 3 ans.

Le dispositif repose sur deux volets :

- *Des formations prises en charge par l'agglomération dispensées directement par des agents qualifiés de la Communauté d'Agglomération (SST, recyclage SST),*
- *Des formations payantes organisées dans le cadre de groupements de commande ou confiées à des prestataires spécialisés (CASES, SSIAP, HACCP, ACES, utilisation et vérification des EPI, travail en hauteur, permis feu, CATEC, amiante, etc...)*

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-22 relatifs aux compétences du conseil municipal et du maire ;

Vu le Code du travail, et notamment son article L. 4121-1 imposant à l'employeur de mettre en œuvre des actions de prévention, d'information et de formation pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) en date du 16 octobre 2025 portant création d'un dispositif mutualisé de formation en hygiène et sécurité au travail ;

Vu la convention-cadre proposée par la CALL, annexée à la présente délibération, définissant les modalités de mise en

œuvre du dispositif ;

Vu les besoins identifiés en matière de formation des agents municipaux dans les domaines de l'hygiène, de la santé et de la sécurité au travail (SST, CACES, habilitation électrique, manipulation des extincteurs, PRAP, etc.) ;

Considérant que ce dispositif permet de mutualiser les coûts et les ressources pour répondre aux obligations légales en matière de formation des agents ;

Considérant que l'adhésion à ce dispositif est gratuite pour les communes, sous réserve du respect des modalités prévues par la convention (quota de formations gratuites, participation financière pour certaines formations payantes) ;

Considérant que cette mutualisation favorise une meilleure coordination et une optimisation des moyens entre les communes et la CALL ;

Considérant que le maire est habilité à représenter la commune dans les actes juridiques et à signer les conventions au nom de la collectivité.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

1. D'approuver l'adhésion de la commune au dispositif mutualisé de formation en hygiène et sécurité au travail proposé par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL).
2. D'autoriser le maire (ou son représentant) à signer la convention-cadre jointe en annexe, ainsi que tout avenant ultérieur dans le cadre de ce dispositif.
3. De désigner [Nom et fonction du référent] comme interlocuteur référent pour le suivi du dispositif et la coordination avec la CALL.
4. D'autoriser le maire à engager les crédits nécessaires pour la participation financière aux formations payantes, dans la limite des tarifs communiqués par la CALL.
5. De charger le service des ressources humaines (ou le service concerné) d'assurer le recensement des besoins en formation et l'inscription des agents aux sessions proposées.

Philippe Debas : Oui, donc nous sommes sur un dispositif qui est proposé par la CALL. Il nous est proposé d'adhérer gratuitement à une convention-cadre de la CALL pour bénéficier de dispositifs mutualisés de formation en matière d'hygiène et de sécurité au travail. Et ce dispositif, cette convention, est d'une durée de 3 ans. Donc un dispositif qui repose sur deux axes, on va dire un axe totalement gratuit et un autre axe lui par contre qui est payant. L'axe gratuit on va être sur toutes les formations de base, les classiques en matière d'hygiène et de sécurité au travail, donc tout ce qui va être SST, santé, sécurité, travail et tout ce qui est recyclage SST. Ensuite, tout ce qui sera les formations qualifiantes ou les formations spécifiques, elles seront payantes. Donc on vous donne des exemples, les CACES, les utilisations et vérifications des EPI. Travailler en hauteur, on est vraiment sur des particularités. Dans un premier temps, il vous est proposé de délibérer sur ce dispositif, sachant que des formations sont déjà proposées au personnel pour les SST et voir les recyclages SST.

Christian Sprimont : Donc ça c'est pareil, ça fait partie de la mutualisation avec la CALL. Y a-t-il des questions? Pas de questions ? Demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté, je vous remercie. Eh bien, modification du tableau des effectifs, M. Lebas, toujours ?

Pour à l'unanimité

5/ MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS À COMPTER DU 1ER JUIN 2026

Après un taux de réussite de 100 % au concours de catégorie B, cinq agents issus de filières différentes seront nommés au 1er juillet 2026.

Un agent a demandé un changement de filière afin de correspondre à sa fonction.
Enfin, des suppressions de grades sont prévues à la suite d'avancements de grade, et la création précédemment d'un poste technique.

Il vous est donc demandé de délibérer sur la modification du tableau des effectifs au 1er juin 2026 soit :

- ***Création*** *:*

  ↳ **Création au tableau des effectifs au 1er juin 2026**

  Catégorie B

  - *2 Grades « Rédacteur Principal de 2ème Classe » (1 changement de filière, 1 nomination à la suite d'un concours)*
  - *2 Grades « Rédacteur Territorial » (2 nominations à la suite d'un concours)*
  - *2 Grades « Animateur Territorial » (2 nominations à la suite d'un concours)*

- ***Suppression :***

  ↳ **Suppression au tableau des effectifs au 1er juin 2026**

  Catégorie B

  - *2 Grades « Auxiliaire de Puériculture Classe Normale » (avancement de grade)*

  Catégorie C

  - *3 Grades « Adjoint Technique Principal de 2ème Classe (2 « avancement de grade », 1 grade ouvert pour un poste au Technique)*
  - *1 Grade « Adjoint technique Principal de 1ère Classe (1 grade ouvert pour un poste au Technique)*

Le maire informe le conseil municipal que :

Vu le budget,
Vu le tableau des effectifs,
Vu l'avis favorable de la commission municipale permanente pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité réunie le lundi 18 mai 2026.

Vu le Comité Social Territorial du « **21 mai 2026** ».

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée en dernier lieu par la Loi 2012-347 du 12 mars 2012 art. 44 JORF du 13 mars 2012.
Considérant qu'il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, le maire expose à l'assemblée que :

- [redacted] Pour les évolutions de carrière, des postes doivent être créés pour permettre différents avancements de grades,
- [redacted] Pour permettre de stagiairiser des agents contractuels,
- [redacted] Des postes sans affectation de personnel doivent être supprimés.

Et que, par conséquent, il y a lieu de créer et supprimer les grades listé ci-dessous, au tableau des effectifs à compter du **1er juin 2026** à savoir :

1- La création, à compter du **1er juin 2026** :

Emplois Permanents de catégorie B :

Filière	Grade	Temps de travail	Nombre de postes à créer
Administratif	Rédacteur Principal de 2ème Classe	Temps complet	2
Administratif	Rédacteur Territorial	Temps complet	2
Animation	Animateur Territorial	Temps complet	2

2- La suppression, à compter du **1er juin 2026** :

Emplois Permanents de catégorie B :

Filière	Grade	Temps de travail	Nombre de postes à supprimer
Médico-Social	Auxiliaire de Puériculture Classe Normale	Temps complet	2

Emplois Permanents de catégorie C :

Filière	Grade	Temps de travail	Nombre de postes à supprimer
Technique	Adjoint Technique Principal de 2ème Classe	Temps complet	3
Technique	Adjoint Technique Principal de 1ère Classe	Temps complet	1

Philippe Debas : Le tableau des effectifs. Je ne vais pas trop rentrer dedans parce que ça vous a été déjà expliqué pour partie sur la présentation de Mme Lancry sur les différents services avec les évolutions, les changements de grade, les réussites à concours. Donc ce tableau d'effectifs reprend notamment les modifications pour les personnes qui ont été reçues, donc nomination de concours pour une personne qui a changé également de filière. Donc d'un côté on est sur des créations de postes, et de l'autre côté, fermetures de postes, alors un jeu de vastes communicants. Voilà, donc on est, en gros, ça concerne 5, si je ne me trompe pas, ça doit être 5 personnes, 6, enfin, oui, c'est vrai qu'il y avait déjà un ouvert, déjà, donc voilà. Donc le tableau des effectifs, il vous est fourni. Le dernier coup, je vous l'ai fourni avant la modification. Là, cette fois-ci, vous l'avez après modification. Avec le nombre d'effectifs global budgétaire pourvus et les équivalences en ETP.

Christian Sprimont : Très bien. Ça, c'est devenu une habitude, c'est de mettre à jour systématiquement le tableau des effectifs, je le dis à chaque fois, et non pas traîner des effectifs avec pléthore, qui ne reflètent pas l'activité des effectifs de la commune. Y a-t-il des questions? ? Pas de questions ? Demande de vote ? Pas de demande de vote. Je vous remercie. Le point suivant, rémunération des personnels du centre de loisirs de Mme Lancry.

Pour à l'unanimité

6/ RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DES CENTRES DE LOISIRS, CENTRE D'ANIMATION JEUNESSE, SÉJOURS

Il vous sera demandé de délibérer pour la mise à jour de la rémunération des animateurs du centre de loisirs, centre animation jeunesse et séjours au 1er juin 2026 à la suite de la revalorisation du SMIC au 1er juin 2026

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL
DES CENTRES DE LOISIRS, CENTRE ANIMATION JEUNESSE, SÉJOURS
Valeur à compter du 1er juin2026

FONCTION	BASE BRUTE 1/2 JOURNEE	BASE BRUTE JOURNEE	NUIT CAMPING
DIRECTEUR BADFD, BEATEP, DEEFA ou équivalent BAFD STAGIAIRE	55,01	110,02	33,01
DIRECTEUR BADFD, BEATEP, DEEFA ou équivalent BAFD STAGIAIRE BAFA ou équivalent assurant la direction de moins de 50 enfants	48,68	97,36	29,21
DIRECTEUR ADJOINT BADFD, BEATEP, DEEFA ou équivalent BAFD STAGIAIRE	48,68	97,36	29,21
DIRECTEUR ADJOINT BAFA ou équivalent BAFA STAGIAIRE	44,66	89,32	26,80
ANIMATEUR avec BAFA ou équivalent	39,88	79,75	23,93
ANIMATEUR STAGIAIRE	34,68	69,35	20,81

Sylvie Lancry : Oui, la commune propose de mettre à jour la rémunération du personnel des centres de loisirs, du centre animation jeunesse et des séjours à compter du 1er juin 2026 afin de tenir compte de la revalorisation du SMIC. Donc là, vous avez eu les documents avec les différentes fonctions et les nouvelles rémunérations. En résumé, cette délibération vise à augmenter les rémunérations des directeurs, directeurs adjoints, animateurs diplômés et animateurs stagiaires intervenant dans les accueils de loisirs et séjours avec application au 1er juin 2026 en cohérence avec l'évolution du salaire minimum. Donc on vous demande de voter sur cette nouvelle rémunération du personnel.

Christian Sprimont : Est-ce qu'il y a des questions? Pas de questions ? Demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté, je vous remercie. Et bien, le point suivant... Malheureusement, l'admission aux non-valeur sur les créances irrécouvrables.

Pour à l'unanimité

7/ ADMISSION EN NON-VALEUR DE CREANCES IRRÉCOUVRABLES

Le responsable du service de gestion comptable (SGC) de Lens sollicite, pour l'exercice 2026, l'admission en non-valeur des sommes indiquées ci-dessous, étant rappelé que cela n'implique pas l'abandon total de ces créances et que, si des

possibilités de recouvrement existaient par la suite, il lui appartiendrait de faire toute diligence pour obtenir leurs paiements.
Les listes adressées par le SGC présentent une synthèse avec indication des débiteurs, des titres et exercices concernés et des motifs de présentation de la demande.
Les admissions en non-valeur s'élèvent globalement à 459.94 € pour le budget concerné
Vu l'avis favorable de la commission municipale permanente pilotage municipal, finances, ressources humaines et organisation de la collectivité réunie le lundi 18 mai 2026.

Le maire propose au conseil municipal :
- De donner un avis favorable à l'admission en non-valeur des créances faisant l'objet de la demande du SGC,
- De prévoir les crédits nécessaires au budget 2026 en section de fonctionnement au chapitre 65/article 6541,
- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Sylvie Lancry : Le service de gestion comptable de Lens demande à la commune d'annuler comptablement des dettes impayées d'un montant total de 459,94 euros, car elles sont considérées comme impossibles à récupérer actuellement. Toutefois, cela ne signifie pas un abandon définitif. Si les débiteurs peuvent payer plus tard, la SGC devra relancer le recouvrement. Pour info, l'an dernier, le montant était de 13 000 euros. Donc nous pouvons féliciter le travail effectué par nos services administratifs Le service d'Isabelle Capet, parce que grâce à elles, elles ont vraiment fait un travail important. Il y a aussi le service Jeunesse, qui récolte toutes les recettes. Pareil, un travail a été fait au niveau Perrine Decroix. Donc je tiens à les féliciter vraiment pour le travail accompli. Donc là, le Conseil municipal est invité à accepter cette admission en non-valeur, prévoir les crédits nécessaires au budget 2026 et autoriser le maire ou son représentant à signer les documents nécessaires à cette décision.

Anthony Boulert : Merci, M. le maire. Je vais juste compléter les propos de Sylvie. Bonsoir à tous et à toutes. déjà. Sur la même période, en janvier 2025... on devait intégrer en créance à peu près 13 000 euros. Donc effectivement, il y a une prise de conscience des services sur le recouvrement. Et tout un processus qui a été mis en place, notamment avec Perrine, qui a fait qu'aujourd'hui, on a réduit cette créance à 400 et quelques euros. Donc c'est plutôt positif et on se rend compte que la procédure mise en place a eu ses effets plus que bénéfiques.

Christian Sprimont : Oui, on agit bien en amont. On n'attend plus des retours tardifs, voire même des mois et des années. Voilà. Donc, y a-t-il d'autres questions sur cette opération de mise en non-valeur ? Demande de vote ? Pas de demande de vote. C'est adopté. Je vous remercie.

Pour à l'unanimité

8/ ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS 2026 AUX ASSOCIATIONS AYANT RENDU LE DOSSIER

Fort d'une politique locale valorisant l'investissement et le dynamisme du monde associatif, la municipalité souhaite soutenir au mieux ses associations, qui œuvrent au quotidien dans l'intérêt général, sur notre territoire et ailleurs.

Pour cela, une programmation du rendu et du suivi des dossiers a été mise en place afin d'améliorer la lisibilité de celles-ci, validée au conseil municipal du 16 décembre 2023.

Conformément à l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est compétent pour se prononcer sur toutes les affaires de la commune, notamment celles concernant l'attribution des subventions aux associations communales.

Pour rappel :

LA DEMANDE DE SUBVENTION

Toute demande de subvention exige le dépôt d'un dossier constitué de toutes les pièces nécessaires à son instruction.
Il comprend notamment une Charte d'engagements qui, dans sa version en vigueur, doit être impérativement signée par

le représentant légal de l'association au moment de la première demande de subvention de l'association, afin que celle-ci soit instruite.

Tout dossier déposé après le mardi 1er septembre 2026 inclus ne pourra être traité.

Lorsque la demande est incomplète, la collectivité informe le demandeur des pièces ou éléments manquants dont la production est indispensable et précise le délai accordé au demandeur pour fournir les éléments manquants.
Dans le cas où le dossier n'est pas complété dans le délai précisé dans l'accusé de réception, la demande sera classée sans suite, après information de l'élu délégué, et le rejet sera notifié au tiers par la direction instructrice.

Par conséquent, conformément à la loi, comme énoncé dans le dossier de subvention à remplir par chaque association et :

Considérant les demandes de subventions 2026 des associations,

Considérant toutes les demandes de subventions déposées avant le 1er septembre 2026,

Considérant l'étude des dossiers par la commission spéciale « subventions aux associations » en date du 12 mai 2026,

Considérant l'étude des dossiers par la commission Finances en date du 18 mai 2026,

Il est demandé au conseil municipal :

- ✓ D'autoriser le maire ou son représentant à signer toutes pièces relatives à ces subventions
- ✓ D'attribuer les subventions 2026 comme suit :

Demandes de subventions aux associations - CM Juin 2026

	2025		2026					
	Montant accordé		Demande de l'association		Proposition de la commune			
ASSOCIATIONS	SUBVENTION ANNUELLE	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE	SUBVENTION ANNUELLE	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE	SUBVENTION ANNUELLE	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE	TOTAL	INFORMATIONS
VEC	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00	
Langue et culture Polonaise	0,00	0,00	200,00	300,00	200,00	0,00	200,00	
Chemin des Braves	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	Conventionné
Montants total des subventions demandées au CM de juin	1 200,00	0,00	1 400,00	1 300,00	1 400,00	1 000,00	2 400,00	

POUR RAPPEL :

Montants des subventions pour 17 associations déjà passées au CM d'avril					86 950,00	200,00	87 150,00	
Montants total des subventions demandées depuis le 01/01/26 (CM d'avril + CM de juin)					88 350,00	1 200,00	89 550,00	SUR UN BUDGET PREVISIONNEL DE 110 000 EUROS

Christian Sprimont : Et bien, le point suivant, Mme Lancry, l'attribution des subventions aux associations qui n'avaient pas encore rendu leur dossier. Donc, je précise que ça avait été voté globalement au budget, mais les subventions n'ont pas été versées aux associations qui n'avaient pas de dossier complet. Donc là, c'est ce sujet-là qui nous intéresse aujourd'hui.

Sylvie Lancry : Voilà, donc nous avons trois associations qui nous ont rendus leurs documents. Donc Vimy Expression Culture, avec un montant de 1200 euros. Langue et Culture Polonaise, 200 euros. Et Chemin des Braves, 1000 euros. Donc là, vous avez un total de 2400 euros. A ce jour, la subvention annuelle est de 89 550 euros sur un budget prévisionnel de 110 000 euros. Donc on vous demande aujourd'hui d'autoriser le maire à signer les documents relatifs aux subventions et d'attribuer les subventions 2026 à ces associations.

Danielle Bray : C'est quoi l'association Chemin des Braves ?

Christian Sprimont : Alors, Chemin des Braves, c'est une structure qui a été mise en place avec, d'ailleurs, avec l'association Les Coquelicots de Givenchy en Gohelle. Donc, c'est le projet Chemin des Braves. L'association, c'est l'association Les Coquelicots. Donc, c'est mal rédigé. Donc, le Chemin des Braves, c'est un projet qui a démarré il y a un an environ, avec l'ensemble des communes, et surtout à l'initiative des maires, les communes de Farbus, Thélus, Neuville-Saint-Vaast, Givenchy, Souchez, Vimy. Pour, donc, en vue des commémorations de 2027, L'objet, c'est sur un thème qui est le sport, la nature et la mémoire. Et donc, c'est de créer des chemins qui suivent le tracé de chaque division canadienne lors de la prise d'assaut de la crête de Vimy. D'accord ? Donc il y avait une division sur le secteur Farbus-Givenchy, il y avait Vimy, il y avait Givenchy ensuite, et après Givenchy, Souchez. Donc chaque division avait une couleur, et chaque commune a travaillé sur le tracé d'un chemin. Et ça a été baptisé « Chemin des Braves ». Donc, évidemment, ça demande des moyens. Et chaque commune a contribué à alimenter le budget nécessaire pour les travaux. Il y en avait pas mal. Et puis après, il y aura un peu de budget à mettre là-dessus pour le balisage et puis la signalisation pour que ce soit valorisé. Donc bien sûr, tous ces éléments, c'est fait en collaboration avec, bien sûr, les services du Monument Canadien et puis d'autres prestataires, bien sûr, notamment la CUA, la CALL, etc. Voilà, je ne sais pas si j'ai répondu à la question. René ?

René Hautecoeur : Je voulais simplement ajouter que l'objectif aussi de cette association c'est d'aller chercher des subventions justement pour tous les travaux qui vont être réalisés. Donc là, il y a une grosse démarche à faire, qui est déjà bien engagée. Les devis ont été établis avec les différentes communes sur lesquels on s'est réunis dernièrement et sur lesquels on est d'accord sur le principe. Donc voilà, maintenant, elle peut donc faire, cette association, faire les démarches pour obtenir des subventions. Voilà, ça c'était important de le dire quand même.

Christian Sprimont : Notamment auprès de la Fondation du Canada. Voilà. De toute façon, on en reparlera d'ici, parce qu'on va reparler régulièrement maintenant de la préparation des commémorations de 2027 car ça va arriver très très vite. Voilà, donc avant de passer au vote de ces subventions, je voudrais demander aux membres du conseil municipal qui sont dans les bureaux de ces associations de ne pas prendre part au vote. Donc, qui est concerné? Langue et culture polonaise, Hélène, vous ne prendrez pas part au vote. Chemin des braves. Chemin des Braves, on ne prend pas en vote. On va faire par ordre. Ce n'est pas dans l'ordre du tableau ici, mais langue et culture polonaise. Donc, une personne ne prend pas en vote, Hélène Kapuczyk. Sinon, demande de vote ? C'est adopté. Merci. Donc je reviens. Vimy expression culture. Donc, en ce qui me concerne, je ne prendrai pas par vote. Et Annie Poeydomenge, il n'y en a pas d'autre ici. Et Danielle, d'accord. Donc, trois personnes ne prennent pas par vote. Donc, demande de vote pour cette subvention ? Pas de demande de vote. C'est donc adopté. Euh... Ensuite, Chemin des Braves, la commune est adhérente, donc on va considérer que moi, le représentant, le maire, par prudence, je ne prends pas part au vote. Et René, qui est sur le dossier, également. Pas d'autres personnes ? Très bien. Donc, y a-t-il demande de vote pour cette subvention ? Et bien, c'est adopté. Je vous remercie.

Pour à l'unanimité

9/ Désignation des représentants à la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)

Vu le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin en date du 30 avril 2026 fixant la composition de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) à un représentant titulaire et un suppléant par commune membre ;

Considérant qu'il appartient à chaque conseil municipal de désigner ses représentants au sein de cette commission,

Considérant que la CLECT est chargée d'évaluer les transferts de charges liés aux transferts de compétences entre les communes et l'EPCI,

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) a pour rôle principal de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et EPCI ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique (FPU). Elle se réunit dès lors qu'une compétence est transférée et est mobilisée à chaque nouveau transfert de charge, quel que soit son montant.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De désigner comme représentant titulaire de la commune au sein de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) Madame NACHEL Evelyne Conseillère municipale

- De désigner comme représentant suppléant Madame FONTAINE Pascale Conseillère municipale

- D'autoriser Monsieur/Madame le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Christian Sprimont : Le point suivant, désignation des représentants à la commission locale d'évaluation des charges transférées. Madame Lancry.

Sylvie Lancry : Oui. La composition de la CLECT prévoit un représentant titulaire et un suppléant par commune membre. Chaque conseil municipal doit désigner ses représentants. La CLECT est chargée d'évaluer les charges financières liées au transfert de compétences entre les communes et l'EPSI intercommunalité. Elle intervient à chaque nouveau transfert de compétences ou de charges, quel que soit son montant. Le Conseil municipal propose de désigner Mme Evelyne Nachel comme représentante titulaire et Mme Pascale Fontaine comme représentante suppléante.

Christian Sprimont : Y a-t-il d'autres candidatures ? Y a pas d'autres candidatures ? Pas de questions ? Sur ce sujet, y a-t-il une demande de vote? Pas de demande de vote. C'est adopté, je vous remercie.

Pour à l'unanimité

10/ EXERCICE DU DROIT A LA FORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL ET SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA FEDERATION DES ELUS CITOYENS ET INDEPENDANTS

Le conseil municipal de la commune de VIMY

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2123-12, L. 2123-14, L. 2123-16 et R. 2123-12 à R. 2123-14 ;
Vu la nécessité de déterminer les orientations et les crédits ouverts au titre du droit à la formation.

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres dans les 3 mois suivant son renouvellement ;
Considérant qu'une formation doit obligatoirement être organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu délégation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er. - Dépôt et instruction des demandes de formation
Tous les conseillers municipaux ont le droit de bénéficier d'une formation adaptée à leurs fonctions.

L'organisme qui dispense la formation doit obligatoirement avoir fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre de l'Intérieur. À défaut, la demande sera écartée. (liste disponible sur le site Internet de la Direction générale des collectivités territoriales à l'adresse suivante : *https://www.collectivites-locales.gouv.fr/liste-des-organismes-agrees-pour-formation-des-elus-par-departement*).

Des demandes pourront être acceptées en cours d'année, selon les crédits disponibles.

Le maire instruit les demandes, engage les crédits et vérifie l'enveloppe globale votée.

Article 2. - Vote des crédits
Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget, chapitre 65, article 65315, pour un montant de 2 200,00 euros.

Article 3. - Prise en charge des frais
La commune est chargée de mandater l'organisme de formation pour régler les frais d'inscription et d'enseignement.
Le remboursement des frais de déplacement et de séjour s'effectuera selon les modalités fixées par la délibération relative à la prise en charge des frais liés à des déplacements temporaires en date du 13 décembre 2022.

Article 4. : la commune de Vimy sollicite la fédération des élus citoyens et indépendants comme organisme de formation joint en annexe la convention.

Christian Sprimont : Et bien, le dernier point ici, signature de la convention entre la commune de Vimy et la FECI.

Sylvie Lancry : Oui, alors le conseil municipal de Vimy, conformément aux articles du code général des collectivités territoriales, décide que tous les conseillers municipaux ont le droit à une formation adaptée à leur fonction. L'organisme de formation doit être agréé par le ministre de l'Intérieur. Les demandes pourront être acceptées en cours d'année selon les crédits disponibles. Le maire instruira les demandes et gérera le budget de 2 200 euros prévus. La commune mandatera l'organisme de formation pour le règlement des frais d'inscription et d'enseignement. Le remboursement des frais de déplacement sera effectué selon les modalités de la délibération du 13 décembre 2022. La commune sollicite la FECI, la Fédération des élus citoyens et indépendants, comme organisme de formation avec convention jointe en annexe.

Christian Sprimont : Merci. C'est une convention assez habituelle, qui est renouvelée. Il n'y a pas de questions ? Demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté à l'unanimité je vous remercie.

Pour à l'unanimité

11/ Délibération fixant le tarif du repas des ainés

Dans le cadre du projet municipal 2026/2032, la ville de Vimy s'est engagée à maintenir une offre d'un moment convivial pour sa population "sénior" notamment en organisant un moment de partage autour d'un repas/spectacle offert aux Vimynois de plus de 65 ans.

Afin de permettre aux Vimynois de moins de 65 ans et aux extérieurs de participer à l'événement, une vente de tickets aura lieu pour le repas des aînés.

Conformément à l'article L.2121-29 du Code géneral des collectivités territoriales, le conseil municipal est compétent pour se prononcer sur toutes les affaires de la commune, notamment celles concernant la fixation de tarifs, en matière de droits d'entrée et/ou de repas, lors de manifestations communales.

Eu égard à l'arrêté du maire portant modification de la régie mixte « manifestations communales » autorisant la collectivité à encaisser les recettes de boissons et de petites restaurations en date du 27 Février 2025, une vente de tickets sera mise en place pour le repas des aînés,

La délibération a pour objectif de fixer le tarif du repas des aînés pour les personnes de moins de 65 ans et les extérieurs.

En effet, il est obligatoire de déterminer une tarification afin de procéder à l'enregistrement des tickets auprès du centre des finances publiques. Cette dernière est proposée à hauteur de :

- 30 euros pour les conjoints vimynois de moins de 65 ans
- 45 euros pour les extérieurs

A cet effet, il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver la vente de tickets pour la pré-réservation des repas.
- D'approuver le tarif proposé

Christian Sprimont : On va passer dans un domaine différent, la culture la vie associative. M. Heroguelle, concernant les tarifs du repas des aînés et du repas républicain.

Philippe Heroguelle : Oui, M. le maire. Je propose la délibération suivante concernant le repas des aînés. Nous proposons au Conseil municipal de délibérer sur le prix du tarif du repas pour le repas du 65eme repas des aînés. Ce sera le 4 octobre à la salle des fêtes. Donc on propose au niveau de la tarification... Donc il y a eu un petit changement, je ne sais pas si vous avez pris bien note du changement qui a été apporté au niveau de la reprise des 30 euros pour les conjoints vimynois de moins de 65 ans. Au départ, c'était marqué 30 euros pour les vimynois, ce qui aurait permis à 1200 et quelques personnes de pouvoir s'inscrire au repas des aînés. Ce qui aurait provoqué un certain émoi dans mon budget. Donc j'ai préféré le corriger. J'ai bien fait, oui. Et pour les extérieurs, 45 euros. Donc voilà ce que je vous propose de voter ce soir afin de permettre aux services administratifs de notre commune de pouvoir éditer les tickets et de faire la proposition de repas.

Christian Sprimont : Des remarques ? Oui ? Non ?Pas de remarques particulières. Est-ce qu'il y a demande de vote? Oui?

Evelyne Nachel : Une petite explication, c'est-à-dire que toute personne de moins de 65 ans peut venir au repas des aînés ?

Philippe Heroguelle : Non. Il y a eu un changement qui a été décidé en commission permanente où vous n'étiez pas présente mais représentée par Pascale Fontaine je crois. Sur le sujet, on avait déjà apporté le correctif, sauf que ça n'a pas été fait lors de la publication des documents à l'ensemble du conseil municipal. Donc il y a eu un rectificatif, je cherchais le terme, un rectificatif qui a été fait annule et remplace . Sinon il y aurait eu du monde à la porte.

Christian Sprimont : D'autres questions ? Demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté. Je vous remercie. Et bien, tarif du repas républicain ?

Pour à l'unanimité

12/ DÉLIBÉRATION FIXANT LE TARIF DU REPAS REPUBLICAIN

Dans le cadre du projet municipal 2026/2032, la ville de Vimy s'est engagée à renforcer l'attractivité de la commune en proposant des manifestations dites "populaires" de qualité et accessibles au plus grand nombre.

Conformément à l'article L.2121-29 du Code géneral des collectivités territoriales, le conseil municipal est compétent pour se prononcer sur toutes les affaires de la commune, notamment celles concernant la fixation de tarifs, en matière de

droits d'entrée et/ou de repas, lors de manifestations communales.

Eu égard à l'arrêté du Maire portant modification de la régie mixte « manifestations communales » autorisant la collectivité à encaisser les recettes de boissons et de petites restaurations en date du 27 Février 2025, une vente de tickets sera mise en place pour le repas républicain du 14 juillet 2026.

La délibération a pour objectif de fixer le tarif du repas républicain prévu le 14 juillet 2026, en prenant en compte le fait que celui-ci doit rester attractif et abordable.

Ainsi, il est obligatoire de déterminer une tarification afin de procéder à l'enregistrement des tickets auprès du centre des finances publiques. Cette dernière est proposée à hauteur de :

- 13 euros par personne et par repas (un plat et un dessert)

A cet effet, il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver la vente de tickets pour la pré-réservation des repas.
- D'approuver le tarif proposé

Philippe Heroguelle : Le tarif du repas républicain, c'est la même procédure. On maintient notre repas républicain dans les mêmes tarifs que l'année précédente. On propose un tarif de repas à 13 euros, le repas plus le dessert, afin que tout le monde puisse y participer et vous aurez prochainement l'affiche avec les dates auxquelles vous pourrez vous inscrire à ce repas républicain, et aussi il y aura une prestation musicale qui sera faite par un DJ. L'année dernière on avait Plastic Ducks, cette année c'est Max Events qui sera là, qui avait déjà animé lors de la Saint-Sylvestre le 31 décembre 2025. Quelqu'un qui a de l'expérience et qui va nous animer ça. Je vous propose de voter ce tarif à 13 euros par personne et par repas, un plat et un dessert.

Christian Sprimont : Pas de questions ? C'est adopté ? Je vous remercie.

Pour à l'unanimité

13/ Acquisition des voiries et réseaux divers de la Cité des Mines et intégration dans le domaine public

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1311-13 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu la convention tripartite signée en 1982 entre l'État, Maisons et Cités (ex-SOGINORPA) et la Commune de Vimy ;
Vu le projet d'acte de vente portant acquisition par la Commune de Vimy de diverses parcelles constituant les voiries et réseaux de la Cité des Mines ;

Considérant que les parcelles concernées correspondent à l'assiette des voiries et réseaux divers de la Cité des Mines ;
Considérant que ces parcelles appartiennent actuellement à la société MAISONS ET CITES, société anonyme d'HLM ;
Considérant que leur acquisition par la commune permettra leur incorporation dans le domaine public communal, assurant ainsi leur gestion, leur entretien et leur mise en conformité ;
Considérant que la surface totale des parcelles à acquérir s'élève à 0 ha 73 a 24 ca ;
Considérant que la cession est consentie pour un prix symbolique de 1 euro avec dispense de paiement
Considérant que cette opération s'inscrit dans la continuité des engagements pris dans le cadre de la convention de 1982 ;
Considérant que le bien est libre de toute occupation et de toute location ;

Après en avoir délibéré,
Décide :
Article 1 :
D'approuver l'acquisition, auprès de la société MAISONS ET CITES, des parcelles cadastrées section AB numéros 717,

726, 754, 756, 758, 760, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 774, 775, 776 et 839, représentant une superficie totale de 0 ha 73 a 24 ca, constituant les voiries et réseaux de la Cité des Mines.

Article 2 :

De préciser que cette acquisition est consentie au prix de 1 euro (un euro) avec dispense de paiement.

Article 3 :

D'intégrer les biens acquis dans le domaine public communal dès la signature de l'acte et après constatation de leur affectation à l'usage public.

Article 4 :

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à :

- Signer l'acte notarié correspondant ainsi que tout document afférent à cette opération ;
- Procéder à toutes formalités nécessaires, notamment celles liées à la publicité foncière ;
- Signer, le cas échéant, tout acte rectificatif en lien avec le cadastre ou les documents hypothécaires.

Article 5 **:**

De préciser que les frais liés à l'acte sont à la charge du vendeur, conformément au projet d'acte.

Christian Sprimont : Et bien on passe au sujet suivant, M. Hautecoeur, on a trois sujets sur la voirie. Sur la dénomination d'une rue et la vente d'un bien communal.

René Hautecoeur : Et donc, si vous voulez, là, on va parler d'abord de la voirie concernant la Cité des Mines. Alors, il faut savoir que concernant la Cité des Mines, il y a des choses qui avaient été engagées par les municipalités précédentes. Ça date encore du temps de M. Tirtaine. Il y a eu plusieurs démarches qui ont été faites, des constats, des conventions, il y a eu des délibérations pour certains points, il y a eu des mémoires explicatifs, etc. Mais aujourd'hui, rien n'a été entériné, c'est resté disons dans les tiroirs. Ça concerne la cité des mines, pour laquelle le géomètre est passé pour mettre bien à plat tout ce qui est voirie, parce qu'il y avait aussi certains endroits, des parcelles qui empiétaient sur le domaine public. Sur la voie publique. Donc, il a fallu recadrer tout ça. Donc, au jour d'aujourd'hui, tout est bien défini. Donc, le notaire est en possession de tous les documents. Il a donc établi un premier projet. Donc, on va le rencontrer prochainement. Donc, pour ça, il faudrait prendre la délibération, comme quoi vous êtes d'accord, de rentrer, disons, ces voiries dans le domaine public. Bon, sachant qu'il est déjà plus ou moins rentré dedans depuis le temps. Tout ce qui est voirie, bien sûr, et réseau intérieur. On a aussi récupéré de ce fait une surface, une surface qui est là juste à l'angle, une surface de terrain qui rentre maintenant dans le giron de la commune. L'objectif, c'est de permettre au maire de signer cet acte notarié qui fera foi et qui va, d'une façon définitive, régler le problème de la rétrocession de parts. Ça fait partie des quelques... On a déjà fait des régularisations, et donc là on continue, mais il faut savoir qu'une régularisation comme ça, ça demande deux ans. Et là on arrive au bout. Voilà.

Christian Sprimont :Très bien. On met à jour. Des questions sur le sujet ? Pas de questions ? Demande de vote ? C'est adopté. Je vous remercie. La rue de Farbus.

Pour à l'unanimité

14/ Dénomination « rue de Farbus »

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu les dispositions relatives à la dénomination des voies communales et à la numérotation des habitations ;

Considérant que des constructions nouvelles, à savoir deux habitations, ont été récemment réalisées le long de la voie communale communément appelée « rue de Farbus » ;

Considérant que la création de nouvelles adresses nécessite une dénomination officielle de la voie afin de permettre une numérotation cohérente des habitations et de garantir une bonne identification par les services publics, de secours, postaux et administratifs ;

Considérant que l'appellation « rue de Farbus » correspond à l'usage existant et à la situation géographique de ladite voie en direction de la commune de Farbus ;

A cet effet, le conseil municipal :

DÉCIDE :

Article 1 :
La voie communale desservant notamment les deux habitations récemment construites est officiellement dénommée : « Rue de Farbus ».

Article 2 :
Cette dénomination sera intégrée au plan communal de voirie et aux bases d'adressage de la commune.

Article 3 :
Les services municipaux sont chargés de la mise à jour des documents administratifs, de la signalisation correspondante et de la transmission de la présente délibération aux organismes concernés (services postaux, services de secours, services fiscaux, INSEE, etc.).

Article 4 :
Le maire ou son représentant, est autorisé à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

René Hautecoeur : Alors la rue de Farbus, il faut savoir qu'au jour d'aujourd'hui on est une rue sur laquelle on n'a pas de nom officiel. Donc on a vu ça aussi avec le service des impôts qui sont un peu embêtés parce que là en plus on a deux constructions qui viennent de se faire sur cette rue et il n'y a toujours pas de nom sur cette rue. Il faut savoir que la première maison qui est juste au bord de cette rue de Farbus, alors on est parti sur la rue de Farbus. tout simplement pourquoi ? Parce que le Google Maps prenait ça pour la rue de Farbus et finalement c'est une continuité avec le chemin qui mène à Farbus qui passe devant la fontaine. Donc on est parti sur le nom de la rue de Farbus. Il faut savoir qu'auparavant, toutes les constructions qui sont derrière, c'est-à-dire les peintres, etc., n'existaient pas. Donc là, c'était un peu les champs. Finalement, la première maison s'était appelée 89 rue Faidherbe. Donc c'est un petit peu incohérent. De ce fait-là, on va donc appeler tous les habitants qui habiteront là. Il n'y en a pas beaucoup. Il y a trois logements. Donc ça fait partie de l'adressage, puisqu'on est tenu maintenant de faire l'adressage de tous les logements. Et donc maintenant, on voudrait nommer cette rue la rue de Farbus, de façon à ce que ce soit clair pour tout le monde. Voilà, c'est tout simple.

Christian Sprimont : Donc là, il y a un débat ou il y a consensus ? Sur la rue de Farbus? Pas de questions? Pas de débat ? Demande de vote ? Il n'y en a pas. C'est adopté. Je vous remercie.

Pour à l'unanimité

15/ Vente du bien communal sis 3 rue du Premier mai – Bien présumé sans maître

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L. 1123-1 et suivants relatifs à la procédure de prise de possession des biens présumés sans maître ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la procédure engagée par la commune de Vimy en vue de l'identification et de la récupération du bien situé 3 rue du Premier Mai, conformément aux dispositions légales en vigueur ;

Considérant que ledit immeuble a fait l'objet d'une procédure complète de constatation d'abandon, de publicité et de mise en demeure requises par la réglementation ;
Considérant qu'à l'issue des délais légaux et en l'absence de manifestation d'un propriétaire, l'immeuble a été constaté comme bien présumé sans maître, permettant son incorporation dans le patrimoine communal ;
Considérant que ce bien ne présente pas d'utilité pour les besoins communaux et qu'il apparaît opportun de procéder à sa mise en vente ;
Considérant que la vente doit intervenir à un prix conforme à l'estimation des domaines ou à une évaluation réalisée par un professionnel compétent, garantissant la protection des intérêts financiers de la commune ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE :

1. D'approuver la vente du bien communal situé 3 rue du Premier mai à Vimy, issu de la procédure de bien présumé sans maître. Le service des Domaines a été saisi afin d'estimer la valeur du bien, conformément à la réglementation en vigueur. Cette estimation, annexée à la présente délibération, fixe la valeur du bien à **71 000 €**.

2. D'autoriser le maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à la mise en vente du bien, notamment :
- Définir les modalités de publicité et de mise en concurrence, si nécessaire,
- Signer tous documents afférents à la vente, dont l'acte authentique de cession ;
3. De préciser que le produit de la vente sera inscrit au budget communal dans les conditions réglementaires ;
4. D'autoriser le maire à entreprendre toutes formalités administratives et juridiques relatives à la présente décision.

Christian Sprimont : Et bien, dernier point, là, sur ce cadre de vie, vente d'un bien communal rue 1er mai, sur lequel on vous demande de délibérer... pour qu'on puisse le mettre en vente. René.

René Hautecoeur : Donc là, on est donc sur le logement 3 rue du 1er mai. Il faut savoir que c'est un logement sans maître. Donc ça fait plus de deux ans qu'on est sur cette affaire. Et il manque cette délibération pour faire l'acquisition du logement à titre gratuit. On récupère le logement. Notre objectif derrière, bien sûr, c'est de vendre. Voilà. Donc on a besoin d'une délibération pour permettre au maire, disons, de signer... Donc c'est un bien qu'on a récupéré. Les biens sans maître, on peut les récupérer. Bon, ça demande du temps parce qu'il faut connaître les héritiers, il faut savoir si ce sont des 10, etc. Contact avec les notaires, avec tous les impôts. Il faut deux ans. Donc on a fait faire une estimation des domaines, on a tous les diagnostics qui ont été établis. Donc je dirais que le bien est prêt à la vente.

Christian Sprimont : Voilà, donc au moins on aura réglé surtout un problème aussi de bâtiment qui est dangereux. On arrive au bout d'une procédure et on le mettra en vente. Sachez que ce bien sera en vente. On voit dès que possible le maître pour prendre la décision sur le mode de vente. On fera probablement une vente à l'enveloppe. Vente à l'enveloppe, ça évite comme ça qu'il y ait toute suspicion de favoriser quelque acquéreur que ce soit. Notamment vis-à-vis des élus. Donc sur le sujet, il y a des questions ? Pas de questions ? Demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté. À l'unanimité, je vous remercie.

Pour à l'unanimité

16/ Modification des tarifs de la restauration scolaire et du centre d'accueil périscolaire et mise en place du quotient familial

La restauration scolaire et le centre d'accueil périscolaire constituent un service public facultatif organisé par la commune, visant à assurer l'accueil des enfants dans des conditions favorables à leur santé, leur sécurité et leur bien-être.

Dans un contexte d'augmentation des coûts, il apparait nécessaire de réviser les tarifs appliqués aux familles afin de garantir l'équilibre financier du service.

Par ailleurs, la commune souhaite mettre en place une tarification modulée en fonction des ressources des familles, basée sur le quotient familial. Celui-ci est calculé par la Caisse d'Allocations Familiales ou à défaut, sur la base des justificatifs de ressources fournis par les familles.

L'intérêt pour la commune d'appliquer le quotient familial s'explique par différentes raisons :

- Plus d'équité sociale dans le cadre du projet éducatif territorial (PEDT) : le tarif sera adapté aux capacités financières des familles.
- Favorise l'accès à la restauration scolaire

- Possibilité de financements extérieurs (subvention de la CAF)

Les tarifs de la restauration scolaire et du centre d'accueil périscolaire ne sont pas dégressifs pour les fratries comme l'accueil de loisirs.

Tarifs applicables à partir du 1er septembre 2026

Tarifs : Restauration scolaire : ils ont été calculés en fonction de l'augmentation imposée par le prestataire.

	Tarif Vimynois	Tarif extérieur
Quotient familial Entre 0 et 600	4.10	6.60
Quotient familial Entre 601 et 1000	4.40	7.10
Quotient familial Entre 1001 et +	4.70	7.60

Tarifs : Centre d'accueil périscolaire

	Tarif Vimynois		Tarif extérieur	
	Matin	**Soir**	**Matin**	**Soir**
Quotient familial Entre 0 et 600	1.70	2.70	2.70	3.70
Quotient familial Entre 601 et 1000	2.00	3.00	3.00	4.00
Quotient familial Entre 1001 et +	2.30	3.30	3.30	4.30

Modalités de fonctionnement diverses :

- Une pénalité de 10€00 est applicable en cas de repas non réservé, sous réserve de quantité suffisante (si le parent ne peut pas récupérer son enfant) et 15€ pour tout retard le soir.

- Le remboursement des prestations est effectué sous présentation d'un certificat médical Aucun remboursement n'est effectué en cas de sorties scolaires ou absences du professeur des écoles. (Voir règlement intérieur).

- Le quotient familial pris en compte sera valable du 1er septembre de l'année en cours jusqu'au 31 aout de l'année suivante (Présentation du document de la CAF obligatoire sinon le tarif le plus élevé sera appliqué).

- Si l'enfant dispose d'un P.A.I (Protocole d'accueil individualisé), tous les documents seront nécessaires pour que l'enfant soit accepté dans nos services.

- La fiche sanitaire donnée en septembre doit être complétée et remise obligatoirement.

A cet effet, il est demandé au conseil municipal de :

- Valider la nouvelle grille tarifaire

Christian Sprimont : Eh bien... Maintenant sur le domaine Petite Enfance, Enfance, Jeunesse. Eh bien, Madame Louveau, vous avez la parole sur les modifications de tarifs.

Françoise Louveau : Je peux peut-être prendre le câble pour mettre sur mon ordinateur. Donc là, vous allez avoir trois délibérations.qui concernent les modifications des tarifs des diverses activités à destination des enfants des écoles, du centre d'accueil de loisirs et du CAJ. Alors la nouveauté que vous allez voir pour ces tarifs, c'est qu'ils sont établis désormais en fonction du quotient familial, ce qui permet d'être plus adapté aux capacités financières des familles et peut leur permettre ainsi d'inscrire leurs enfants aux diverses activités proposées. De plus, ce quotient familial, c'est un des critères d'acceptation du PEDT dont on avait parlé lors de précédents conseils municipaux, c'est-à-dire le projet éducatif territorial qui peut donner droit à des subventions de la CAF. Je rappelle que le PEDT, c'est un projet qui est travaillé par le service Jeunesse et par l'école, qui a pour but d'établir en fait une cohérence éducative entre l'école et les services périscolaires. Donc on va voir dans un premier temps Tous les nouveaux tarifs devront être appliqués à compter du 1er septembre 2026 jusqu'au 31 août 2027, une année scolaire. Modification des tarifs de la restauration scolaire et du centre d'accueil périscolaire. Actuellement, les Vimynois payent le repas 4,30 € et les extérieurs 6,95 €. Donc, les tarifs prévus sont : pour un quotient familial compris entre 0 et 600 euros, les vimynois paieraient 4,10 euros. Pour un quotient familial compris entre 601 et 1 000 euros, c'est 4,40 euros. Et pour un quotient familial supérieur à 1 001 euros, c'est 4,70 euros. Pour les extérieurs, le premier quotient, on arrive à 6,60 €. Pour le quotient moyen, c'est 7,10 €. Et pour le quotient supérieur, c'est 7,60 €. Vous verrez qu'en fait, pour l'ensemble des tableaux, on a diminué les tarifs du premier palier par rapport à ce qui est appliqué actuellement. On a essayé d'appliquer à peu près le tarif actuel pour le second palier et augmenter les tarifs du troisième palier. Un tarif qui est lié au restaurant scolaire, c'est le centre d'accueil périscolaire. Actuellement, les vimynois paient 2 euros le matin et 3 euros le soir. et donc les tarifs qui sont proposés. Pour le premier palier du quotient familial, c'est 1,70 € le matin, 2,70 € le soir. Pour le quotient médium, c'est 2 € le matin, 3 € le soir. Et pour le quotient plus élevé, c'est 2,30 € le matin et 3,30 € le soir. Pour les extérieurs, palier 1, c'est 2,70€ le matin et 3,70€ le soir. Quotient médium, 3€ le matin, 4€ le soir. Et quotient plus important, 3,30€ le matin et 4,30€ le soir. Est-ce que vous avez, pour cette première délibération, avez-vous des questions, des remarques ?

Christian Sprimont : L'essentiel, c'est qu'on s'adapte aussi au quotient familial, aussi pour être dans les règles pour toucher les subventions. C'est bien ça ?

Françoise Louveau : Oui, c'est tout à fait ça.

Agnès Levant : Est-ce qu'on a une idée du nombre de familles qui sont dans les différents quotients familiaux, dans les trois tranches ?

Françoise Louveau : Exactement non, mais on est parti dans nos calculs sur une évaluation d'une quarantaine de familles du premier quotient familial. Entre 40 et 50. Perrine nous a dit que ça faisait à peu près entre 40 et 50. La majorité étant dans le quotient familial medium.

Agnès Levant : Parce que pour ceux qui sont dans le dernier quotient familial, ça fait une augmentation de 10% en rapport à aujourd'hui.

Françoise Louveau : Oui. Mais il n'y avait pas du tout de... C'était pas gradué du tout, avant.

Christian Sprimont : D'autres questions ? Il n'y a pas d'autres questions. Demande de vote ? Pas de demande de vote, c'est adopté. Le point suivant, Françoise.

Pour à l'unanimité

17/ <u>Modification des tarifs de l'accueil de loisirs des mercredis et des vacances scolaires</u>

L'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) constitue un service public essentiel contribuant à l'épanouissement, à la socialisation et à la sécurité des enfants en dehors du temps scolaire. Ce service répond à un besoin réel des familles de la commune en matière de garde, de loisirs éducatifs et d'accompagnement à la parentalité. Cela contribue à la qualité de vie des habitants.

La mise en place du quotient familial permet d'adapter la participation financière des usagers à leur situation économique, garantissant ainsi une tarification plus juste et progressive.

L'intérêt pour la commune d'appliquer le quotient familial s'explique par différentes raisons :

- Plus d'équité sociale dans le cadre du projet éducatif territorial (PEDT) : le tarif sera adapté aux capacités financières des familles.
- Favorise l'accès à l'accueil de loisirs
- Possibilité de financements extérieurs (subventions de la CAF)

Tarifs Vimynois

	Demi-journée que le mercredi durant périodes scolaires			**Journée :** repas cantine compris			**Garderie matin ou soir**		
	1 enfant	**2 enfants**	**3 enfants et +**	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants et +**	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants et +**
Quotient entre 0 et 600	3,50	2,50	2,00	8,50	7,50	6,50	0,90	0,80	0,70
Quotient entre 601 et 1 000	4,50	3,50	3,00	11,00	9,00	8,00	1,20	1,10	0,90
Quotient entre 1 000 et +	5,00	4,00	3,50	13,00	10,00	9,00	1,50	1,40	1,00

Tarifs Extérieurs

	Demi-journée que le mercredi durant périodes scolaires			**Journée :** repas cantine compris			**Garderie matin ou soir**		
	1 enfant	**2 enfants**	**3 enfants et +**	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants et +**	**1 enfant**	**2 enfants**	**3 enfants et +**
Quotient entre 0 et 600	5,00	4.00	3,50	13,00	9,00	8,00	1,40	1,10	1,00
Quotient entre 601 et 1 000	6,50	5,50	5,00	15,50	12,50	11,00	1,70	1,30	1,20

Quotient entre 1 000 et +	8,00	6,00	5,50	17,50	14,00	12,50	2,00	1,60	1,40

Modalités de fonctionnement diverses :

- Inscription à la demi-journée (matin ou après-midi) uniquement le mercredi.
  Les inscriptions des mercredis se font à la session sauf pour les parents divorcés. (1 sur 2)
- Inscription à la journée et à la semaine complète pour les petites vacances et Juillet/Août.
- Pénalité de retard d'un montant de 15€00 après 12h00 ou 18h30.
- Remboursement sans carence, sous certificat médical. Le remboursement se fait dès le 1er jour et selon le nombre de jours indiqués sur le certificat.
- Le quotient familial appliqué sera valable du 1er septembre de l'année en cours au 31 août de l'année suivante (sans présentation de l'attestation, le tarif 3 sera appliqué).

A cet effet, il est demandé au conseil municipal

- De valider la proposition de la nouvelle grille tarifaire

Françoise Louveau : Donc là, maintenant, c'est la modification des tarifs de l'accueil de loisirs qui a lieu le mercredi et les vacances scolaires, avec toujours la mise en place du quotient familial. Alors là, par contre, il y avait déjà des paliers, mais qui étaient faits, calculés selon le revenu fiscal de référence. Maintenant, on passe au quotient familial. Là, c'est le tableau pour une demi-journée. C'est-à-dire que les parents peuvent choisir de mettre leurs enfants que le mercredi matin ou que le mercredi après-midi, mais pendant le temps scolaire. Donc, pendant les périodes d'école, voilà. Et donc, cette demi-journée, c'est sans repas, sans le repas. Donc la proposition, c'est pour le quotient le plus bas, quotient de 0 à 600 euros, c'est 3,50 euros pour le premier enfant, 2,50 euros pour le deuxième enfant et 2 euros pour le troisième enfant. Ça veut dire qu'une famille qui aurait trois enfants paierait 3,50 euros plus 2,50 euros plus 2 euros. Pour le quotient compris entre 600 et 1000 euros, le premier enfant 4,50 euros, le deuxième 3,50 euros et le troisième 3 euros. Et enfin pour un quotient supérieur à 1001 euros, 5 euros pour le premier enfant, 4 euros pour le deuxième, 3 euros pour le troisième. Voilà. Je vous présenterai après dans un dernier tableau pour les extérieurs. Nous ne parlons que pour les vimynois. Donc après, vous avez une journée avec repas. Donc journée soit le mercredi ou pendant les vacances scolaires. Pour le premier palier, un enfant, 8,50 euros, le deuxième, 7,50 euros et 6,50 euros pour le troisième. Pour le second palier, 11 euros le premier enfant, 9 euros le deuxième et 8 euros le troisième. Et le dernier palier, 13 euros le premier enfant, 10 euros le deuxième et 9 euros pour le troisième. Là, c'était la journée d'animation avec le repas. Et enfin, la garderie matin ou soir. Pour le quotient le plus faible, pour le premier enfant, c'est 90 centimes, le deuxième 80 centimes et le troisième 70 centimes. Pour le quotient de 600 à 1 000 euros, c'est 1,20 euros pour le premier enfant, 1,10 euros pour le deuxième et 90 centimes pour le troisième. Et enfin, pour le quotient supérieur à 1 001 euros, c'est 1,50 euros pour le premier enfant, 1,40 euros pour le deuxième et 1 euro pour le troisième. Et enfin, le dernier tableau, là, pour les extérieurs. Donc, je ne sais pas si c'est utile que je redise tout, si. Non, ce n'est pas la peine. Voilà. J'ai tarif 1, tarif 2, tarif 3, c'est-à-dire quotient le plus faible, moyen et fort. Est-ce que vous avez des questions, des remarques sur ces tarifs ?

Danielle Bray : Le tarif pour un enfant le matin ou l'après-midi, c'est 3,50 €. Donc on est bien d'accord sans repas. Alors avec repas, c'est 8,50 €. Ça veut dire que le repas n'est qu'à 1,50 €. C'est moins cher pour deux enfants que un enfant. Pour un enfant que deux enfants, pardon.

Françoise Louveau : Attends. Je ne me souviens plus.

Danielle Bray : Parce que si on compte 3,50 et 3,50, ça fait bien 7 euros ? Et pour un enfant, pour la journée, ça revient à 8,50. Je veux dire que le repas, c'est qu'à 1,50. C'est pas cher.

Françoise Louveau : Ah oui, d'accord. Oui, oui, j'ai compris. Ah oui, oui, oui, non mais un enfant qui est mis pour la journée, il est obligé de rester toute la journée. D'accord, on ne peut pas inscrire un enfant le matin et le réinscrire l'après-

midi. Voilà, il est inscrit la journée, donc c'est ça. Et on s'est référé, en fait, on a repris, on s'est référés aux tarifs actuels sur le tableau à gauche. c'est les tarifs que les gens payent actuellement, seulement c'est sur le revenu fiscal. Donc, les tarifs sont à peu près similaires. On a descendu pour le premier quotient, c'est ce que je vous ai expliqué tout à l'heure, on a descendu légèrement les tarifs par rapport au tarif actuel. Pour le quotient moyen, on a essayé d'équilibrer, d'être à peu près cohérent avec le tarif que les familles payent actuellement et on a augmenté le tarif pour le quotient plus important. Voilà. ... Et on a, effectivement, j'ai entendu, on a enlevé les centimes 6,66, 7, voilà, qu'on avait partout. On a arrondi, voilà. Voilà. Est-ce qu'il y a d'autres remarques ?

Christian Sprimont : D'autres remarques ? Pas d'autres remarques ? Demande de vote ? C'est adopté, je vous remercie.

Pour à l'unanimité

18/ Modification des tarifs du Centre Animation Jeunesse et mise en place du quotient familial

Le Centre Animation Jeunesse constitue un service public essentiel contribuant à l'épanouissement, à la socialisation et à la sécurité des jeunes en dehors du temps scolaire. Ce service répond à un besoin réel des jeunes de la commune en proposant des activités encadrées, favorisant l'épanouissement des participants. Ce service permet de prévenir l'isolement et de soutenir les familles dans leur rôle éducatif. Le service jeunesse propose en outre, un accueil de transition entre l'accueil de loisirs et le CAJ que l'on appelle « la passerelle ». Les jeunes inscrits participent aux activités du CAJ tout en ayant le cadre de l'accueil de loisirs.

La mise en place du quotient familial permet d'adapter la participation financière des usagers à leur situation économique, garantissant ainsi une tarification plus juste et progressive.

L'intérêt pour la commune d'appliquer le quotient familial s'explique par différentes raisons :

- Plus d'équité sociale dans le projet éducatif territorial (PEDT) : le tarif sera adapté aux capacités financières des familles.
- Favorise l'accès au Centre Animation Jeunesse
- Possibilité de financements extérieurs (subvention de la CAF)

Tarifs applicables à partir du 1er septembre 2026 (carte valable 1 an)

TARIFS		Vimynois		Extérieurs	
		Carte 12 cases	Carte 25 cases	Carte 12 cases	Carte 25 cases
1	Quotient familial Entre 0 et 600	22.00€	44.00€	35.00€	70.00€
2	Quotient familial Entre 601 et 1000	27.00€	54.00€	40.00€	80.00€
3	Quotient familial Entre 1001 et +	32.00€	64.00€	47.00€	94.00€

Modalités de fonctionnement :

- Inscriptions « passerelle » : achat d'une carte de 25 cases par semaine
- Le remboursement (uniquement pour les passerelles) s'effectuera à la semaine entière sous présentation d'un certificat médical
- Le quotient familial sera appliqué du 1er septembre de l'année en cours au 31 aout de l'année suivante (Obligation de fournir l'attestation, sinon le tarif 3 sera obligatoirement appliqué).
- Toute carte perdue ne sera pas remboursée.
- Inscription validée après retour de tous les documents obligatoires.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'adopter la tarification des activités du CAJ basée sur le Quotient Familial, selon les modalités définies ci-dessus, applicable à compter du 01 septembre 2026.

Françoise Louveau : Dernier point. C'est la même logique. Sauf que le CAJ ne fonctionne pas pareil. Le CAJ, eux, ils ont des cartes. Et ils peuvent acheter une carte de 12 cases, une carte de 25 cases. Et en fait, à chaque activité payante, par exemple s'ils vont au cinéma ou à la piscine, on va leur cocher 2 cases. Pour une activité plus onéreuse, on pourra cocher 3 ou 4 cases. Ça marche comme ça. Donc, c'est pareil, ça fonctionne avec les quotients familiaux. Donc, les 12 cases pour un faible quotient, c'est 22 euros. Pour 25 cases, c'est 44 euros. Les extérieurs, c'est 35 euros et 70 euros. Et alors, il y a quand même une autre particularité, c'est qu'il y a un service passerelle. C'est-à-dire que le service jeunesse a mis en place un accueil passerelle pour les jeunes qui ont l'âge de faire partie du CAJ. mais dont les parents souhaitent qu'ils puissent bénéficier d'un cadre plus structuré, notamment au niveau des horaires. Donc autrement dit, ces jeunes font les activités du CAJ, mais ils ont les horaires de l'accueil de loisirs, cantine comprise. Donc pour eux, le tarif de passerelle, par semaine, ils doivent acheter une carte de 25 cases. Et là, il y a les repas qui sont compris. Ils sont obligés de rester à la cantine. Et c'est un service qui est apprécié par les parents parce qu'ils sont plus cadrés et c'est apprécié par les jeunes parce qu'ils font les activités des jeunes plus autonomes. Est-ce qu'il y a des remarques ?

Agnès Levant : Oui, j'ai une question. Pourquoi c'est sur présentation d'un certificat médical ici ?

Françoise Louveau : Ah oui, c'est vrai, je n'en ai pas parlé. En fait, il n'y aura pas de carence si un enfant est absent. Il n'y aura pas de carence si il présente un certificat médical. Et ça sera remboursé dès son premier jour d'absence. Mais seront remboursés les jours prescrits par le certificat médical. C'est pour le remboursement. Est-ce que vous avez d'autres remarques ?

Christian Sprimont : Pas d'autres remarques ?

Françoise Louveau : Je voulais rajouter que dans le règlement, on met une pénalité de retard parce que les animateurs ont des fois quelques soucis où les parents venaient rechercher leurs enfants très tardivement, après 12h ou après 18h30. Donc quand le retard est vraiment excessif ou habituel, il y a une pénalité de 15 euros. Et du coup, il n'y a plus de retard. Voilà. Bon, moi j'ai fini, s'il n'y a pas de questions.

Christian Sprimont : Pas de remarques ? Est-ce qu'il y a une demande de vote? Pas de demande de vote, c'est adopté à l'unanimité. Je vous remercie. Voilà, donc on a épuisé notre ordre du jour très très chargé, et parfois un peu technique ou fastidieux, mais il faut que ça se fasse. Sinon, y a-t-il des questions diverses ? Je n'en ai pas eu par écrit, mais oui ?

Pour à l'unanimité

<u>Questions diverses</u>

Michel Glachet : Oui, bonsoir à tous. Alors, je sais que vous avez été visiter l'ancienne base d'Intermarché, et donc je souhaiterais savoir simplement la raison pour laquelle, et si vous avez visité vraiment la base qu'est ce que vous avez trouvé ?

Christian Sprimont : Vous êtes bien renseigné, déjà. Ce n'était pas dans la presse. Je vais faire court là-dessus, mais on aura certainement l'occasion d'y revenir. Il s'agit bien de l'ancienne base Intermarché. Il y a eu des confusions en disant qu'on va visiter la base d'intermarché. La base d'intermarché opérationnelle est sur Avion et pas sur Vimy. Il s'agit bien de l'ancienne base d'intermarché. Deux choses. C'est sur le territoire de Vimy. Cette base a été revendue par le groupe Immo Mousquetaires il y a quelques années à un institutionnel, un fonds d'investissement. Et ça, c'est la réalité. Et ensuite, nous, l'objet qui nous a guidés, c'était d'aller voir ce qui s'y passe là-bas, de prendre contact avec le fonds d'investissement et voir quels sont leurs projets. en y associant bien sûr à cette visite, parce que c'est bien la commune qui est concernée, mais ce n'est pas la commune qui est intéressée pour acheter ce site, c'est évident, et voir aussi dans quel état ça se trouve. Donc on y est allés aussi accompagnés des techniciens, des GA de la CALL et puis des investisseurs, potentiels bien sûr, avec le représentant du fonds d'investissement. L'objet c'est d'avoir des informations

sur le devenir de cette zone, sachant que le fonds d'investissement qui avait acquis ce bien souhaite le vendre. Donc ça, c'est la motivation aussi de cette visite. Souhaite le vendre parce qu'en tant que base logistique, les dimensions, les équipements, le positionnement n'a plus d'intérêt pour les bases logistiques par rapport à ce qui se passe sur le bassin minier, sur Dourges, sur l'Arrageois, donc il n'y a pas de devenir en tant que plateforme logistique. Ceci dit, moi j'ai été surpris, c'est un lieu qui est immense, avec des espaces verts magnifiques, qui ont toujours été bien entretenus, boisé, et un bâtiment qui est en très très bon état, très propre, en très très bon état. Donc voilà. Donc ce bâtiment est à vendre ou à louer. Enfin, tout est envisageable avec le représentant du fonds d'investissement. Donc l'objectif étant maintenant de communiquer, de faire venir, c'était l'objet, les services économiques de la CALL, qui ont parfois des demandes, etc., ou des investisseurs, qui peuvent avoir aussi d'autres projets, mais en fonction des projets, on aura un sujet sur cette ancienne base d'intermarché, c'est le positionnement, parce que c'est une zone économique, c'est le positionnement de ce bien à destination d'un prochain PLU. Parce qu'à ce moment-là, on va être très très limité. S'il y a des projets de style loisirs, par exemple, que sais-je, on serait bloqués par le PLU. Donc il faudra intégrer le sujet de cette zone dans le PLU. Voilà. J'ai répondu à votre question ? Donc on aura certainement l'objet d'en parler. Un objet de présentation en fonction de l'évolution des choses. Il y a d'autres questions diverses ? Oui ?

Evelyne Nachel : Oui, merci M. le maire. Vous avez dit un mot important, PLU, donc moi ça a tilté. On en est où au niveau de la révision et des modifications du PLU ? Révision du SCOT qui avait été votée et puis des modifications par rapport au projet de la rue Chanzy ?

Christian Sprimont : Alors, c'est en cours. La mise en conformité du SCOT, c'est en cours avec le cabinet Urbicom. Ça, c'est le premier bon de commande. Voilà, on a une réunion de travail le 7 juillet, j'allais vous dire bientôt, mais donc précisément le 7 juillet, et en parallèle de ça, on démarre également le process de la révision générale du PLU, ce qui est entre autre lié à cette zone que je viens d'évoquer il y a quelques instants. Donc Urbicom va nous faire son rapport et il sera proposé, comme le dit M. Boulert, au Conseil municipal du mois de septembre. Et bien sûr, on aura l'occasion de travailler sur la révision, notamment générale du PLU, pour remettre un peu les choses en ordre par rapport à des choses qu'on a pu constater sur l'urbanisation. Et là on travaillera ensemble et en concertation, bien sûr. J'ai répondu à votre question ? D'autres remarques? Oui ?

Evelyne Nachel : Oui, j'ai été aussi interpellée sur les horaires entre les deux écoles publiques de Vimy pour la pause méridienne, où il y a un décalage qui était justifié par le fait que la cantine n'étant pas sur place, il fallait un décalage pour les services de cantine. Aujourd'hui, la cantine étant sur place, donc vous l'avez expliqué tout à l'heure justement, il y a un gain de temps qui permet des activités périscolaires intéressantes, mais il y a aussi la problématique de la différence de temporalité entre, en clair, l'école Kergomard et l'école Jean-Macé. Je voulais savoir s'il y avait une réflexion qui était menée à ce sujet.

Françoise Louveau : Oui, donc on a commencé la réflexion parce qu'on a été interpellés également, mais malheureusement pour la rentrée de septembre, ça ne va pas être possible d'apporter aucune modification parce que ça doit être vu avec l'inspection et ça ne peut se faire qu'au mois de février. Donc, le dossier doit être remis au mois de février et c'est l'inspecteur qui va prendre la décision à ce moment-là. Mais les directrices en ont conscience. Madame Cailloux elle est tout à fait d'accord pour modifier ses horaires, mais elle ne peut pas le faire.

Sylvie Lancry : En fait, on dépend de l'éducation nationale à ce niveau-là, donc on ne peut pas, nous, voter ce changement d'horaire. Mais par contre, les enseignantes et la direction, comme le disait Françoise, sont tout à fait d'accord pour modifier les horaires. Elles sont conscientes qu'effectivement, les familles qui récupèrent leurs enfants, quand elles ont une fratrie, un enfant en maternelle et un enfant en élémentaire, c'est compliqué.

Evelyne Nachel : Donc si c'est un dossier à déposer en février, ça veut dire que ce sera effectif à l'année scolaire 2027-2028, c'est ça ?

Sylvie Lancry : Oui, voilà.

Christian Sprimont : S'il n'y a pas d'autres questions. Ah oui, je voulais en profiter pour... Vous avez vu cette superbe affiche en façade de la salle Prévert. Superbe affiche sur le Racing Club de Lens et nos valeurs. Donc, je dois remercier Mme Nachel, qui l'a offert à la commune. Et donc, voilà. On affiche nos valeurs et nos couleurs aussi. Bon, maintenant,

tout le monde n'est peut-être pas supporter du Racing Club de Lens, mais bon... Vous pouvez quitter la pièce, mais ou alors faites profil bas. Très bien. Donc, avant de lever la séance, n'oubliez pas de signer. C'est fait, tout le monde a signé. Et bien, donc, avant de nous quitter, je remercie encore le public, pour son attention, parce que c'était parfois un peu long et fastidieux, je l'ai dit tout à l'heure, et puis aussi de vous souhaiter de bonnes vacances, un bon repos, et puis de se retrouver en forme dès le mois de septembre, même s'il y aura pour certains et certaines des devoirs de vacances, des travaux de vacances, on appelle ça comme ça. Et M. Heroguelle vous offre une petite boisson et une petite collation. Merci. Bonne soirée.

La secrétaire de séance,

Virginie BRUNEL

Le maire,

MAIRIE DE VIMY
Pas-de-Calais

Christian SPRIMONT